

Novembre **2026**

Kevin Limonier
Professeur des universités à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8

Maxime Audinet
Professeur junior et titulaire de la chaire « Stratégies d'influence et de contre-influence en contexte numérique » à l'Inalco

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
irsem

Au dernier kilomètre des ingérences russes

Une enquête ethnographique et numérique dans le sud de la Moldavie

Étude n°140

Dépôt légal
ISSN : 2268-3194 | ISBN : 978-2-11-186022-3

Pour citer cette étude

Kevin Limonier et Maxime Audinet, « Au dernier kilomètre des ingérences russes : Une enquête ethnographique et numérique dans le sud de la Moldavie », Étude 140, IRSEM, novembre 2026.

Cette étude a été réalisée grâce au soutien technique du cabinet Cassini (www.cassini.group) et du laboratoire GEODE (www.geode.science).

La chaire de recherche « Stratégies d'influence et de contre-influence en contexte numérique » de Maxime Audinet à l'Inalco est financée par l'Agence nationale de la recherche et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Recherche financée par l'Union européenne dans le cadre de l'ERC DATAROUTES n° 101098032. Les points de vue et opinions exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou du Conseil européen de la recherche (ERC). Ni l'Union européenne ni l'autorité chargée de l'octroi de la subvention ne peuvent en être tenues pour responsables.

AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

Illustration de couverture : © Elsa Bordes Graphiste – Magnific.com.

© 2026 Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).

Au dernier kilomètre des ingérences russes

Une enquête ethnographique et numérique dans le sud de la Moldavie

Kevin Limonier
Professeur des universités à l'Institut français de géopolitique de l'université Paris 8

Maxime Audinet
Professeur junior et titulaire de la chaire « Stratégies d'influence et de contre-influence en contexte numérique » à l'Inalco

I Directeur de la publication
Martial FOUCAULT

I Éditrice
Chantal DUKERS

I Conception graphique
Elsa Bordes Graphiste

Dernières études de l'IRSEM

139 | The Politicisation of Central European States' Foreign Policies Towards Ukraine
David CADIER

138 | Sahel, au centre du djihadisme mondial
Alexandre LAURET et Mathieu MÉRINO

137 | Santé mentale et guerre de haute intensité : un déterminant stratégique à ne plus négliger
Marion TROUSSELARD

136 | Les interventions HADR face aux aléas environnementaux : Enjeux scientifiques, politiques et opérationnels
Marine de GUGLIELMO WEBER, Florian OPILLARD et Carine PINA

135 | How do wars end? 'Securitisation' and the problem of victory and defeat
Hew STRACHAN

134 | Penser la durabilité à l'ère de la préparation de la guerre – La Finlande, la Suède et la Norvège au prisme de la défense durable
Marine de GUGLIELMO WEBER et Sophia MALLER

133 | Stratégies chinoises et équilibres de puissance en Océanie insulaire
Carine PINA

132 | L'écriture des constitutions en période de conflit armé – Étude interdisciplinaire
Anne-Hélène BERTANA et Yaodia SÉNOU DUMARTIN (dir.)

131 | Dissuader la Chine ? Taïwan et les États-Unis face à leurs dilemmes défensifs
Hugo TIERNY

130 | Des institutions en (r)évolution : Armée et police en Tunisie après 2011
Audrey PLUTA

Présentation de l'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (War Studies) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public.

L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

• Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.

• Le domaine Afrique – Asie – Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.

• Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, la vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

• Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

• Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

• Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

Biographies



Kevin LIMONIER

kevin.limonier@protonmail.com

Kevin Limonier est professeur des universités en géographie à l'Institut français de géopolitique (Université Paris 8). Il est membre junior de l'Institut universitaire de France et directeur adjoint du laboratoire GEODE. Il est en outre directeur scientifique de l'observatoire de l'infosphère russophone au bénéfice du ministère des Armées, membre du Russia Program de la George Washington University, et associé fondateur du cabinet de cartographie Cassini. Il est par ailleurs membre du Comité d'éthique de la Défense. Ses recherches portent sur le développement de nouvelles méthodes de cartographie du cyberespace et d'investigation numérique (OSINT) dans le contexte post-soviétique (*Cartographier le pouvoir à l'ère numérique : enquêtes et explorations dans le cyberespace russe*, à paraître aux éditions du CNRS en 2026). Il est plus largement spécialiste de l'Internet russophone et des politiques territoriales d'innovation en URSS et dans la Russie contemporaine.



Maxime AUDINET

maxime.audinet@inalco.fr

Maxime Audinet est professeur junior et titulaire de la chaire « Stratégies d'influence et de contre-influence en contexte numérique » à l'Institut national des langues et des civilisations orientales (INALCO). Spécialiste de la politique étrangère de la Russie et docteur en études slaves et en science politique de l'université Paris Nanterre, il est membre titulaire du Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Inalco et chercheur associé au centre GEODE de l'université Paris 8. Il a occupé le poste de chercheur Stratégies d'influence à l'IRSEM de 2020 à 2025.

Sommaire

7 **Résumé**

9 **Introduction**

Une étude rendue possible par des découvertes fortuites sur le terrain 11
Une approche croisée des conditions de réception et de circulation des récits stratégiques russes 12

18 **I. La Moldavie, un espace informationnel disputé**

Un pays en voie de « dé-postsoviétisation » 19
La Moldavie, nouvelle frontière (et interface vulnérable) de l'Union européenne 21
La clandestinisation croissante de l'influence russe en Moldavie 22

25 **II. La porosité aux récits russes et pro-russes en Gagaouzie, ou l'arsenalisation de la marginalité**

« L'Europe c'est la guerre, la Russie c'est la paix » : convergences narratives et adhésion aux positions russes 26
Le sentiment de marginalisation, un terreau fertile pour les récits stratégiques russes et pro-russes 32

35 **III. Faire circuler les récits dans un espace hostile**

Techniques rudimentaires de clandestinisation informationnelle : le cas de la *Komsomolskaïa Pravda* (KP) 36
Un recours croissant à la cybercriminalité : le cas des *bulletproof hosters* (BPH) et des IPTV 40

50 **IV. Les BPH et IPTV moldaves : une menace pour l'Europe ?**

56 **Conclusion**

Résumé

Comment les récits russes circulent-ils jusqu'à leurs publics dans un espace informationnel qui leur est en théorie fermé, et pourquoi y sont-ils reçus favorablement ? Cette étude répond à cette double question à partir d'un terrain de recherche mené dans le sud de la Moldavie en août 2025, en croisant les conditions de circulation et de réception des récits russes et pro-russes. Elle met en évidence, à travers le cas moldave, l'évolution des pratiques d'ingérence de la Russie, notamment leur « clandestinisation » croissante. Identifiée par Moscou comme une vulnérabilité permettant de toucher l'Europe, la Moldavie fait office de laboratoire où diverses techniques sont testées avant d'être déployées dans d'autres pays. L'enquête s'est concentrée sur la Gagaouzie, une région méridionale de la Moldavie que la Russie considère comme une faille dans le flanc oriental de l'UE, sur la capitale du pays, Chișinău et, dans une moindre mesure, sur certains acteurs cyber de Transnistrie. Elle combine, d'une part, un terrain ethnographique et des entretiens avec des décideurs et responsables politiques nationaux et locaux, des activistes, des journalistes et des citoyens ordinaires et, d'autre part, une enquête numérique mobilisant des méthodes cyber et OSINT.

L'adhésion d'une partie considérable de la population gagaouze aux récits stratégiques russes s'explique d'abord par un sentiment généralisé de marginalisation vis-à-vis de Chișinău et de l'Europe, ancré dans une histoire locale particulière. Le lien entre marginalisation et réceptivité aux récits russes n'est pas propre à la Moldavie : il se retrouve dans toute l'Europe, y compris en France. Ces récits parviennent par ailleurs à circuler dans un espace pourtant contrôlé par les autorités pro-européennes de Chișinău, notamment grâce à l'appui de milieux cybercriminels.

L'étude présente enfin l'autopsie technique de trois opérations d'ingérence. La première porte sur HaiTV, une application conçue pour contourner les blocages des chaînes russes et liée au

groupe cybercriminel AEZA, lui-même impliqué dans l'opération Doppelgänger[1] pilotée par la Social Design Agency, une société de marketing numérique sous-traitée par le Kremlin pour conduire des ingérences informationnelles en Europe. La deuxième concerne du matériel vendu clandestinement sur les marchés moldaves pour accéder aux chaînes russes depuis un téléviseur : une rétro-ingénierie menée avec des étudiants en cybersécurité de Polytech Chambéry et des chercheurs du laboratoire GEODE a révélé une galaxie cybercriminelle mêlant acteurs russes, chinois et possiblement iraniens. La troisième opération, découverte fortuitement, a permis de remonter la trace d'une ingérence toujours active ciblant l'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France : elle implique un opérateur installé en Transnistrie ayant créé en Allemagne un service de type Netflix, Kartina TV, à destination des populations russophones d'Europe occidentale.

1. https://vsquare.org/sanctions-west-prosecuted-in-russia-aeza-still-working-in-the-eu-doppelganger/

Introduction

En novembre 2025, le parquet moldave chargé de la lutte contre la criminalité organisée et des affaires spéciales (PCCOCS) a mis en examen Anatoli Prizenko pour organisation de « désordre de masse[1] ». Les faits qui lui sont reprochés sont nombreux : il aurait contribué à organiser des camps d'entraînement supervisés par le renseignement militaire russe (GRU) en Bosnie-Herzégovine pour former des groupes destinés à conduire des opérations de déstabilisation en Europe. Surtout, c'est à lui que l'on doit la fameuse opération des étoiles de David taguées sur les murs de Paris et de sa banlieue fin octobre 2023, quelques jours après les attaques terroristes du Hamas du 7 octobre. Dans cette affaire, Prizenko aurait joué le rôle d'entremetteur entre les commanditaires russes de l'opération et les exécutants – des citoyens moldaves disposant d'un passeport roumain et donc libres de circuler sans entrave dans toute l'Union européenne.

Au-delà de ce qu'elle révèle de l'organisation des opérations clandestines russes, l'affaire Prizenko permet de mettre le doigt sur ces territoires que la Russie a identifiés comme propices à l'établissement de bases arrière pour atteindre l'Europe. En effet, outre la Bosnie, le Sahel et l'Arménie, plusieurs fuites de documents suggèrent que la Russie considère la Moldavie comme un « territoire vulnérable » par lequel atteindre les États membres de l'Union européenne, dont la France. C'est le cas des documents contenus dans les « SDA Leaks », exploités dans un précédent travail, par lesquels a fuité la documentation interne d'une entreprise russe spécialisée dans l'organisation

1. « Ingérences étrangères : en Moldavie, l'enquête pénale qui rencontre les affaires françaises », *Libération*, 29 novembre 2025, https://www.liberation.fr/checknews/ingerences-etrangeres-en-moldavie-lenquete-penale-qui-rencontre-les-affaires-francaises-20251129_O4DLE7HWKFCPNOFDELJS6KBDJQ/

d'ingérences en Europe[1]. Dans un de ces documents, ces quatre territoires sont clairement identifiés comme des têtes de pont pour mener des actions contre la France et ses intérêts.

Ces quatre territoires abritent des zones de contact entre d'une part des réseaux, des ordres politiques ou des territoires – directement ou indirectement – contrôlés par la Russie, et d'autre part des populations pouvant librement se déplacer dans l'espace Schengen. Dans le cas moldave, la vulnérabilité réside surtout dans l'existence de zones russophones où les récits du Kremlin sont plébiscités, mais aussi dans l'existence d'une entité autoproclamée, la Transnistrie, où stationnent près de 5 000 soldats russes. C'est précisément ce dernier territoire qui a servi de zone tremplin à Prizenko, dans un pays où un citoyen peut à la fois avoir un accès direct à la Transnistrie et circuler librement dans l'espace Schengen si, comme environ un tiers de la population moldave, il dispose d'un passeport roumain. Autrement dit, par son intégration croissante à l'espace économique et politique européen, la Moldavie constitue une interface qui est aujourd'hui exploitée par la Russie pour mener des opérations dans toute l'Europe. La Moldavie constitue ainsi un terrain d'observation idéal, facile d'accès pour comprendre et analyser au plus près les mutations de la stratégie d'ingérence russe en Europe, dans l'objectif de les anticiper et donc de les contrer efficacement.

Le présent travail a pour objectif de restituer l'enquête de terrain de deux semaines effectuée durant le mois d'août 2025 en Moldavie. Cette période était cruciale pour le pays : nous étions à quelques semaines des élections législatives de septembre 2025, qui ont vu la coalition pro-européenne l'emporter d'une courte majorité contre les formations politiques favorables à un rapprochement avec la Russie. Les ingérences atteignaient alors des sommets, tandis qu'il régnait dans le pays une fébrilité palpable.

1. Kevin Limonier, « La guerre numérique de Vladimir Poutine : enquête sur les hackers d'État en Russie », *Le Grand Continent*, 17 juin 2025, https://legrandcontinent.eu/fr/2025/06/17/enquete-ingerence-russe-europe/

Une étude rendue possible par des découvertes fortuites sur le terrain

L'enquête poursuivait à l'origine un double objectif : d'une part, mieux appréhender la réception des récits stratégiques déployés par la Russie parmi les populations russophones de Moldavie. D'autre part, une partie plus technique du terrain devait consister à effectuer des relevés de télémétrie du réseau Internet moldave dans le cadre de l'ERC Dataroute[1], afin de comprendre l'évolution de la connectivité dans la région depuis le déclenchement de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Ces deux objectifs, en apparence éloignés l'un de l'autre, ont rapidement convergé : les mécanismes de réception de ces récits dépendaient largement des modalités de leur circulation, notamment numérique, dans un espace informationnel « sous contrainte » pour les acteurs russes. À titre d'exemple, certaines conversations avec des habitants du sud de la Moldavie ont mis en lumière des modes de consommation de l'information en provenance de Russie reposant principalement sur le contournement des limitations imposées par les autorités moldaves. C'est notamment le cas de Sergueï G., un jeune Gagaouze installé à Chișinău qui nous expliquait que ses grands-parents accédaient aux chaînes russes d'information (bloquées en Moldavie) grâce à des boîtiers numériques vendus illégalement sur les marchés des régions ou des quartiers russophones. Il s'est avéré que ces boîtiers, exploités par des cybermafias dont on reparlera largement plus

1. L'ERC Advanced Grant DATAROUTE, porté par Frédérick Douzet au sein du centre GEODE (Université Paris 8), est un projet de recherche financé par le Conseil européen de la recherche depuis 2023. Il a pour objet l'étude des routes logiques de l'Internet, c'est-à-dire des chemins qu'empruntent concrètement les données numériques à travers les réseaux, à l'échelle mondiale. En articulant une cartographie fondée sur les données de routage BGP, le développement d'outils dédiés (observatoire BGP, application de mesure participative) et des campagnes de relevés télémétriques sur le terrain dans plusieurs régions du monde, le projet cherche à comprendre comment les stratégies de contrôle des acteurs étatiques et privés façonnent l'architecture du cyberespace. Il en tire des analyses sur les dynamiques de dépendance, les goulets d'étranglement et les enjeux de sécurité et de politiques publiques qui en découlent pour l'Union européenne. https://cordis.europa.eu/project/id/101098032/fr

loin, sont une infrastructure numérique centrale permettant à toute une partie vieillissante de la population russophone et favorable à la Russie de contourner les contrôles imposés par l'État moldave et d'accéder aux médias d'État russes et à leurs éléments de langage. C'est également vrai pour l'usage de certains VPN (Virtual Private Network) qui permettent de contourner les blocages DNS mis en place par les opérateurs moldaves. La réception des récits stratégiques russes et l'adhésion qu'ils suscitent parmi les populations rencontrées passent donc largement par des infrastructures et des pratiques de contournement numérique des frontières informationnelles et de la loi moldave.

Ces découvertes ont conduit à recentrer l'enquête sur les conditions de réception et de circulation des récits stratégiques russes dans un espace informationnel hostile à leur diffusion. La question devient alors la suivante : par quels dispositifs et dans quelles conditions les récits russes circulent-ils et sont-ils reçus favorablement dans un espace informationnel disputé comme celui de la Moldavie ? Y répondre suppose de croiser deux angles qui le sont rarement : d'une part, la dimension locale – c'est-à-dire l'observation, à une échelle réduite, des conditions géographiques, sociologiques, économiques et mémorielles dans lesquelles vivent les populations qui reçoivent positivement les récits produits par la Russie ; d'autre part, la dimension numérique et cybernétique – c'est-à-dire celle des réseaux et des infrastructures par lesquels circulent ces récits.

Une approche croisée des conditions de réception et de circulation des récits stratégiques russes

En ce qui concerne la dimension locale, les ingérences dont nous avons été les témoins dépendent largement des conditions socio-économiques du groupe de population ciblé. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes concentrés sur un territoire spécifique : la Gagaouzie. Peuplée de 135 000 habitants, cette région autonome du sud de la Moldavie est un poste d'observation idéal pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'elle est marquée par un

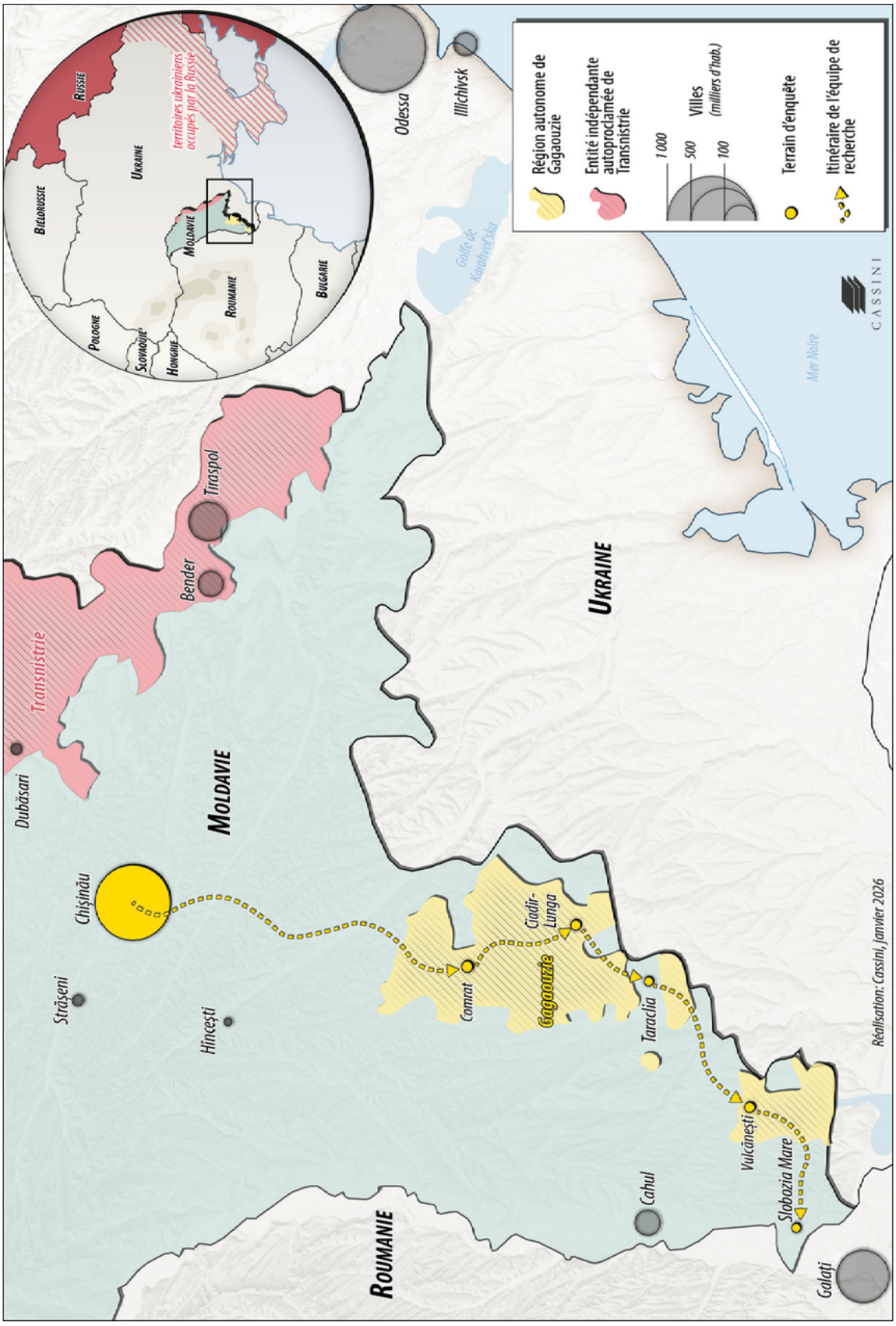
contexte ethnolinguistique et politique unique dans le pays, avec une population appartenant à 83 % au peuple gagaouze et étant réputée pour son orientation pro-russe, son opposition à l'intégration de la Moldavie dans l'Union européenne et son hostilité vis-à-vis du gouvernement central de Chișinău. Ensuite, parce qu'au contraire de la région séparatiste pro-russe de Transnistrie, la Gagaouzie est facile d'accès depuis le reste du territoire moldave et beaucoup moins couverte par la littérature spécialisée[1].

Notre terrain a donc combiné une enquête ethnographique et une enquête numérique. Celle-ci s'est déroulée de la manière suivante. Nous avons passé les trois premiers jours et les trois derniers jours dans la capitale, Chișinău, où nous avons rencontré des responsables de plusieurs agences publiques et gouvernementales, des responsables d'ONG, des journalistes, des experts moldaves travaillant notamment sur les ingérences étrangères, ainsi que des membres de l'ambassade de France en Moldavie. Entre les deux, nous sommes partis huit jours dans plusieurs villes et villages de Gagaouzie et d'autres districts du sud de la Moldavie (Comrat, la capitale régionale, Ceadîr-Lunga, Congaz, Taraclia, Vulcănești et Slobozia Mare). Nous y avons observé plusieurs événements ou infrastructures culturels (festivals, concerts, musées, parc d'attractions, etc.) et conduit des entretiens avec des responsables locaux (mairie, maisons de la culture), activistes ou simples habitants croisés dans des lieux de restauration, des marchés ou devant des lieux de culte. Nous avons réalisé en tout vingt et un entretiens semi-directifs ou spontanés, en langue russe avec les russophones et en langue anglaise avec les roumanophones. Une partie des entretiens est retranscrite dans cette étude. Tous les noms de nos enquêtés sont anonymisés.

1. Ce constat d'un manque de travaux sur la Gagaouzie est présenté par Tudoroiu dans son article sur les « conflits gelés dans l'impasse », dans Theodor Tudoroiu, « Unfreezing Failed Frozen Conflicts: A Post-Soviet Case Study », *Journal of Contemporary European Studies*, 24 (3), 2016, p. 375-396. Voir également, sur la manière dont les élites gagaouzes mobilisent la notion de « Monde russe » (*Rousski Mir*) à des fins de légitimation : Marcin Kosienkowski, « The Russian World as a Legitimation Strategy Outside Russia: The Case of Gagauzia », *Eurasian Geography and Economics*, 62 (3), 2021, p. 319-346.

I CARTE 1

La région la plus pauvre du pays le plus pauvre de l'Europe : enquête ethnographique en Gagaouzie



S'agissant de la dimension cyber, c'est-à-dire celle qui concerne les infrastructures physiques et logiques permettant le fonctionnement d'Internet, le terrain a eu lieu en deux étapes. La première, en amont du terrain physique, a consisté à analyser la structure générale du réseau Internet moldave et les dynamiques de dépendance qui le caractérisent. Cette analyse a mobilisé les outils développés par le centre de recherche GEODE dans le cadre de l'ERC DATAROUTE et déployés au sein de la plateforme CRYSTAL[1] afin de cartographier les connexions entre les sous-systèmes qui composent l'Internet moldave, ainsi que les connexions avec les voisins de la Moldavie. L'objectif initial était de mettre en évidence les goulets d'étranglement stratégique du réseau Internet régional et les dynamiques de dépendance qui en découlent. Nous avons identifié des nœuds réseau tout à fait singuliers, notamment en Transnistrie (voir dernière partie du présent travail). L'exploration à distance du réseau régional a ainsi permis de conduire une première campagne cartographique ayant fait rapidement ressortir de nombreux éléments d'intérêt à approfondir sur place.

La deuxième partie du terrain numérique a eu lieu en Moldavie, en parallèle de l'enquête ethnographique. Là encore, il s'agissait de conduire des relevés télémétriques de terrain en utilisant les outils de la plateforme CRYSTAL développée par GEODE. Les cartographies composées à distance depuis Paris manquent en effet de granularité. Pour gagner en finesse de vue et d'analyse et atteindre les objectifs scientifiques de l'ERC DATAROUTE, des terrains sont conduits dans plusieurs régions du monde, dont la Moldavie. Concrètement, des

1. Kevin Limonier, Maxime Audinet, « From Restricted to Digital Fieldwork: A Renewed Methodological Framework for Russian Studies After the Full-Scale Invasion of Ukraine », *Communist and Post-Communist Studies,* 2025 ; DOI : https://doi.org/10.1525/cpcs.2025.2474792

requêtes ping[1] et traceroute[2] étaient envoyées depuis le matériel que nous transportions avec nous à travers le pays, vers des cibles situées partout dans le monde. Une fois collectées, ces données furent traitées par les ingénieurs du projet DATAROUTE afin d'affiner la granularité des cartographies initiales. En parallèle de ces mesures, un aspect plus qualitatif de cette phase de l'enquête consistait à mieux comprendre les pratiques d'accès au réseau des populations locales, mais aussi les stratégies et les représentations des autorités moldaves ou des acteurs locaux des télécoms en matière de connectivité. La proximité de l'Ukraine, de même que celle de la Transnistrie, rendaient cette dimension de l'enquête nécessaire. Elle nous a permis de mieux saisir les stratégies de contournement mises en place par les acteurs russes pour atteindre le cyberespace moldave, alors que les agences locales de cybersécurité scrutent toute tentative d'intrusion ou de manipulation des infrastructures nationales à des fins de déstabilisation. Plusieurs entretiens avec ces agences et leurs responsables ont permis d'ajouter à notre cartographie du réseau moldave les représentations des acteurs locaux de la cybersécurité et de constater combien la « clandestinisation » des opérations d'ingérence russe était un fait répandu dans le pays en période électorale. La clandestinisation désigne ici le processus par lequel les acteurs des stratégies d'influence s'adaptent et contournent les nouvelles formes de contrôle et de surveillance de l'espace numérique et informationnel pour continuer à agir dans l'environnement du pays ciblé, tout en exploitant des failles humaines, cyber et infrastructurelles[3]. Le croi-

1. Le ping est le temps de réponse que met un paquet de données pour faire l'aller-retour entre un ordinateur et un serveur distant. Cette mesure sert à mesurer le temps de latence entre deux points du réseau, généralement exprimé en millisecondes.
2. Le traceroute est un outil de diagnostic réseau qui suit le chemin exact emprunté par un paquet de données entre un ordinateur et un serveur distant. Il affiche la liste de tous les routeurs intermédiaires franchis et permet donc de retracer le chemin géographique emprunté par un paquet de données pour joindre deux points du réseau.
3. Maxime Audinet et Colin Gérard, « Sous les radars. Crise, recomposition et clandestinisation du dispositif d'influence informationnelle de la Russie après l'invasion de l'Ukraine », *Réseaux*, 3 (245), 2024, p. 113-152.

sement des dimensions numériques et ethnographiques du terrain en a fourni de nombreuses illustrations.

Au total, ce travail contient l'autopsie de trois opérations clandestines d'ingérence qui montrent une porosité importante avec plusieurs groupes cybercriminels russes, chinois et possiblement iraniens, ainsi que des implications en Europe occidentale.

La première concerne HaiTV, une application destinée à contourner les blocages des chaînes de télévision russes et liée au groupe cybercriminel AEZA, également impliqué dans l'opération Doppelgänger.

La deuxième opération concerne des matériels vendus clandestinement sur les marchés moldaves afin d'accéder aux chaînes russes depuis une télévision. Nous nous sommes procuré ce matériel sur lequel nous avons conduit une étude de rétro-ingénierie avec des étudiants en cybersécurité liés au laboratoire GEODE. Nous avons découvert une galaxie cybercriminelle liant des acteurs russes, chinois et possiblement iraniens.

La troisième enfin, découverte fortuitement, nous a permis de remonter la trace d'une opération d'ingérence toujours en cours visant l'Allemagne et, dans une moindre mesure, la France. Elle concerne un opérateur établi dans la région séparatiste de Transnistrie qui a créé en Allemagne un service de type Netflix appelé Kartina TV. Destiné aux populations russophones installées en Europe occidentale, ce service a notamment donné des consignes de vote à ses abonnés via des publicités en faveur du parti allemand d'extrême droite, l'AFD.

In fine, la complémentarité des approches ethnographiques *in situ* et cyber nous a permis de confirmer un des principaux arguments de la géopolitique de la « datasphère[1] » : les conflits et les stratégies territoriales ne sont plus observables uniquement via le prisme du monde physique ou même du monde numérique, mais bien via l'observation du *continuum* que dessinent ces deux dimensions.

1. Frédérick Douzet, « Du cyberespace à la datasphère. Enjeux stratégiques de la révolution numérique », *Hérodote*, 177-178 (2), 2020, p. 3-15, https://doi.org/10.3917/her.177.0003

I. La Moldavie, un espace informationnel disputé

Avant d'entrer dans la restitution *stricto sensu* de nos enquêtes, il est important de revenir sur le contexte dans lequel elles ont été menées, de même que sur la position particulière et interstitielle que la Moldavie occupe désormais en Europe, entre découplage vis-à-vis du monde post-soviétique et intégration progressive à l'espace européen. En effet, c'est dans cette position particulière, entre persistance du post-soviétisme et intégration européenne, que réside la principale vulnérabilité du pays, qui est aussi sa grande force. C'est elle qui détermine en partie la grande virulence des opérations d'ingérence russe dans le pays, de même que leur clandestinisation, et nous fournit au passage un théâtre d'observation inédit pour analyser et anticiper les menaces pouvant viser la partie occidentale de l'Europe.

Nous avons dit plus haut que notre terrain s'était déroulé dans des circonstances particulières, du fait de l'imminence des élections législatives de septembre 2025. Les campagnes d'ingérence dont nous avons été les témoins, et dont certaines ont été largement documentées, atteignaient alors des sommets d'intensité[1]. Il faut dire que l'enjeu était de taille pour ce petit pays de 2,3 millions d'habitants. Coincée entre le flanc oriental de l'UE et la frontière occidentale de l'Ukraine, la Moldavie occupe une position éminemment stratégique, notamment depuis le déclenchement de l'invasion à grande échelle de son voisin par la Russie. Les premiers postes-frontières moldaves, par exemple, ne sont situés qu'à 150 kilomètres du grand port ukrainien d'Odessa – l'une des grandes cibles stratégiques de la Russie dans cette guerre – si bien que l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement pro-russe aurait pu avoir des conséquences désastreuses pour Kiev.

1. Voir : Valentin Châtelet, Victoria Olari, « Paid to post: Russia-linked 'digital army' seeks to undermine Moldovan election », DFRLab, septembre 2025, https://dfrlab.org/2025/09/24/paid-to-post-russia-linked-digital-army-seeks-to-undermine-moldovan-election/

Un pays en voie de « dé-postsoviétisation »

La position stratégique que le conflit ukrainien confère à la Moldavie ne suffit cependant pas à expliquer la violence et l'intensité des ingérences dont la campagne de l'été 2025 a fait l'objet. Elle est également due à la profondeur des changements qui ont été initiés par la majorité de la présidente Maia Sandu depuis son arrivée au pouvoir en décembre 2020. Dans les deux camps, l'élection était en effet présentée comme un « choix historique » à faire entre deux voies perçues comme irrémédiablement inconciliables : celle de l'intégration européenne d'une part, et celle du « retour » dans le « Monde russe » (*Rousski Mir*) d'autre part.

Cette dualité de la vie politique moldave résulte en partie du succès des politiques mises en place par le parti présidentiel, le Parti action et solidarité (PAS). En effet, depuis 2020, la coalition en place a activement cherché à accroître une forme de découplage stratégique vis-à-vis de la Russie et, plus largement, vis-à-vis du « post-soviétisme », soit les structures de pouvoir, de même que les pratiques et les récits qui les accompagnent, entretenus par la persistance des réseaux qui formaient jadis l'armature de l'Union soviétique. Ces réseaux, qu'ils soient physiques, économiques, sociaux, médiatiques ou même familiaux, ont la caractéristique de converger vers (ou de passer par) Moscou, qui en a fait son principal levier d'influence dans son ancienne aire impériale. Souvent qualifiée de post-soviétique, cette aire est, pour reprendre les mots du géographe Jean Radvanyi, un « champ de force » organisé autour de Moscou et du Kremlin[1]. Il fonctionne grâce à la convergence d'une multitude de réseaux physiques et immatériels vers le centre de l'ex-empire, où se font les arbitrages les plus importants et où se construisent les allégeances politiques et économiques qui rattachent les périphéries à la capitale.

1. Jean Radvanyi, « L'espace postsoviétique comme champ de forces », dans *Les États postsoviétiques : Identités en construction, transformations politiques, trajectoires économiques*, Armand Colin, 2011, Introduction, p. 5-12.

La Moldavie fut, et reste à certains égards, l'une de ces périphéries. Considérée comme un terrain d'entraînement pour les hauts fonctionnaires soviétiques qui venaient s'y exercer durant leurs premières affectations avant d'être envoyés sur des théâtres plus complexes[1], le pays a longtemps vécu dans une dépendance économique et politique quasi totale vis-à-vis de la Russie : une économie et des élites politiques dépendantes de Moscou, une corruption structurelle héritée des pratiques de la bureaucratie soviétique, une domination médiatique exercée par des groupes russophones alignés sur la ligne des grands quotidiens russes, etc.

En Moldavie, comme ailleurs, la persistance du post-soviétisme permet à certains acteurs occupant une position stratégique dans les réseaux qui convergent vers Moscou de bénéficier d'une rente économique et/ou politique qui les a longtemps protégés. La figure d'Ilan Șor, oligarque moldave désormais réfugié en Russie, est ici emblématique : il a fait de ses liens avec l'économie post-soviétique l'un de ses principaux atouts politiques. On pense également à la situation qui a longtemps prévalu en Transnistrie, une entité séparatiste russe majoritairement russophone et protégée par environ 5 000 soldats russes qui y sont positionnés depuis 1992. Pendant trente ans, et outre les soldats, la Transnistrie a pu survivre en tant qu'entité territoriale viable indépendante de Chișinău grâce au fait qu'elle était la porte d'entrée de la plupart des réseaux d'électricité, de gaz et de télécommunication nécessaires à la Moldavie. Ces flux provenaient en majorité de Russie, grâce à un système d'infrastructures pensé dans le cadre de la planification soviétique qui avait fait de Tiraspol (la capitale de la Transnistrie) un hub stratégique pour alimenter cette République socialiste soviétique de Moldavie située aux confins du pays. Comme on le verra plus loin dans ce travail, ceci a permis à toute une génération d'entrepreneurs et d'oligarques de faire fructifier leurs capitaux en bénéficiant de cette situation stratégique, notamment dans le domaine cyber.

1. Mikhail Voslensky, *La Nomenklatura : les privilégiés en U.R.S.S*, Pierre Belfond, 1980.

L'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022 a été l'événement qui a permis à la Moldavie d'accélérer son processus d'émancipation vis-à-vis du post-soviétisme. Là encore, l'évolution de la situation en Transnistrie illustre bien cette accélération de l'histoire : alors que Tiraspol fournissait jusqu'en 2023 gaz et électricité à Chișinău, et que nombre de marchandises importées transitaient par la Transnistrie depuis Odessa, la situation s'est brutalement inversée lorsque l'Ukraine a fermé sa frontière avec l'entité séparatiste et que les gazoducs ont été coupés. De fait, certains flux structurants du post-soviétisme ont été brutalement interrompus, procurant à Chișinău une occasion historique de découplage durable en misant sur l'intégration européenne. Dans le cas précis de l'énergie, c'est en effet l'Union européenne qui a pris le relais pour fournir à la Moldavie l'énergie dont son économie a besoin : plusieurs lignes à haute tension connectant le pays à la Roumanie ont ainsi permis non seulement de se passer de la Transnistrie, mais surtout d'inverser le rapport de force, si bien que c'est aujourd'hui Chișinău qui fournit à Tiraspol les moyens de sa subsistance.

La Moldavie, nouvelle frontière (et interface vulnérable) de l'Union européenne

Cette inversion brutale du rapport de force se retrouve à toutes les échelles et dans tous les domaines où la connexion aux flux d'informations et de richesses permettait à des entrepreneurs de prospérer et de participer au maintien du « champ de force » du post-soviétisme. Elle a été grandement encouragée par une politique agressive de la coalition au pouvoir, elle-même soutenue par l'Union européenne et, jusqu'en 2024, par les États-Unis. Dans le domaine informationnel par exemple, plusieurs agences gouvernementales soutenues par les alliés occidentaux de la Moldavie peuvent désormais bloquer certains contenus et journaux en provenance de Russie avec une acuité et des moyens bien supérieurs à ceux dont pourrait disposer l'État moldave seul.

À l'échelle européenne, la Moldavie a ainsi bénéficié d'aides et d'expertises qui s'inscrivent dans une dynamique globale d'hermétisation progressive de la frontière UE-Russie. Depuis 2022 et, dans une moindre mesure depuis 2014, la multiplication des sanctions, la fermeture des frontières physiques, la réduction des corridors énergétiques ou logistiques ainsi que le blocage des flux informationnels provenant de Moscou constituent une tendance de fond suivie par la quasi-totalité des pays européens, à l'exception de la Slovaquie ou, pendant longtemps, de la Hongrie. En Moldavie, la stratégie de découplage vis-à-vis du post-soviétisme a ainsi pour conséquence d'ancrer progressivement le pays dans cette dynamique de découplage.

Autrement dit, la Moldavie est désormais une frontière au sens qu'en donnait le géographe Jean Gottmann dans les années 1950, c'est-à-dire une interface entre deux mondes, matérialisée par une ligne – ou dyade – sur laquelle un contrôle est exercé afin de limiter la circulation des biens, des personnes et des idées[1]. Or, précise Gottmann, une frontière ne se caractérise pas uniquement par les circulations qu'elle limite, mais aussi par celles qu'elle ne peut entraver – et il y en a toujours[2]. On pense ici notamment aux circulations clandestines, qui sont consubstantielles au phénomène de frontière depuis que l'État territorial s'est imposé comme modèle de pouvoir.

La clandestinisation croissante de l'influence russe en Moldavie

Dans notre cas, le « durcissement » de la frontière entre l'UE et la Russie, matérialisé par diverses sanctions et blocages qui limitent la circulation des biens, des personnes et des idées qui structurent le post-soviétisme, a pour conséquence de faire basculer une partie de ces flux dans la clandestinité – c'est-à-dire de l'exploitation légale vers

1. Jean Gottmann, *La politique des États et leur géographie*, Paris, Éd. du CTHS, 2007.
2. Lucas Muscara, « Les mots justes de Jean Gottmann », *Cybergeo: European Journal of Geography*, CNRS-UMR Géographie-cités 8504, 26 mars 1998, DOI : 10.4000/cybergeo.5308, consulté le 27 avril 2021.

l'exploitation illégale de certains réseaux numériques, politiques ou économiques. À une autre échelle, cette logique se retrouve dans la flotte fantôme qui permet à la Russie d'exporter ses hydrocarbures malgré les sanctions, ou encore aux tactiques cyber – fragmentation de leurs écosystèmes numériques, création de dizaines de sites miroirs – mises en place par les médias russes tels que RT et Sputnik pour continuer à diffuser leurs contenus dans l'UE malgré leur interdiction. La Moldavie, en tant que territoire à l'interface avec le monde post-soviétique, est nécessairement un lieu privilégié pour organiser ou faire passer de tels flux clandestins, notamment informationnels et numériques.

La position de la Moldavie comme interface la rend donc particulièrement perméable à toutes sortes de stratégies et de tactiques de contournement des limites imposées à la circulation des flux qui la rattachent encore au « champ de force » post-soviétique. Ces stratégies et tactiques relèvent de ce processus de clandestinisation, notamment dans le domaine informationnel. Ici, la clandestinisation consiste en une transformation des pratiques d'influence sous la contrainte des restrictions imposées dans les États qui en sont les cibles[1]. C'est ce qui se produit à l'échelle de l'Europe entière depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022. Le blocage des médias d'État russes RT et Sputnik dans la plupart des pays européens, de même que l'émergence de politiques volontaristes de lutte contre les ingérences numériques étrangères ont conduit la Russie à recourir à de nouveaux acteurs dont la spécialité est justement de brouiller les pistes et d'exploiter des systèmes, des infrastructures ou des réseaux qui se situent en marge du champ de vision des autorités et des services de lutte contre les ingérences.

In fine, la clandestinisation est un processus territorial : elle consiste à contourner le « durcissement » des frontières informationnelles du continent depuis 2022, et donc à pénétrer l'espace européen en exploitant des failles dans les dispositifs de contrôle. À une échelle plus générale, il s'agit de s'immiscer dans les interstices du contrôle

1. M. Audinet et C. Gérard, « Sous les radars », art. cité.

territorial exercé par un État, et donc de se jouer du maillage de l'espace par le pouvoir, pour reprendre l'approche développée au cours des années 1980 par le géographe suisse Claude Raffestin[1]. À l'ère numérique, la force d'une telle stratégie réside dans l'exploitation simultanée par l'attaquant des innombrables réseaux qui constituent autant de dimensions topologiques de l'espace qu'un État doit surveiller pour assurer sa sécurité et sa souveraineté. Autrement dit, la révolution numérique n'a aboli ni les frontières ni le territoire : elle les a au contraire projetées dans une infinité de dimensions numériques nouvelles où se jouent désormais les stratégies de contournement.

En Moldavie, le processus de clandestinisation de l'influence russe a lieu non seulement dans l'espace physique, mais aussi dans les dimensions cybernétiques et idéelles. Il s'agit généralement d'exploiter des marges pour atteindre le centre : marges socio-économiques et territoriales dans le cas de la Gagaouzie, marges politiques et idéelles dans le cas des récits qui sont promus et qui, outre leur caractère souvent conspirationniste, vont à l'encontre de ceux qui fondent la légitimité de la politique moldave d'intégration européenne ; marges cybernétiques également, avec le recours à des groupes cybercriminels qui deviennent de fait des diffuseurs de récits fabriqués par la Russie, et enfin marges infrastructurelles, avec l'exploitation de matériels tels que les IPTV (boîtiers permettant de recevoir la télévision numérique chez soi), qui échappent à l'idéal-type d'une guerre informationnelle trop souvent observée par le seul prisme des réseaux sociaux.

1. Claude Raffestin, *Pour une géographie du pouvoir*, Librairies techniques, 1980.

II. La porosité aux récits russes et pro-russes en Gagaouzie, ou l'arsenalisation de la marginalité

L'étude de ces flux clandestins doit être articulée à celle de l'adhésion de certaines populations au projet politique proposé par la Russie. En effet, si d'autres leviers sont généralement actionnés (corruption, contrainte, compromission, etc.), le caractère structurel des sympathies pro-russes dans une partie de la population moldave appelle une explication. Il implique de s'intéresser à la porosité aux récits russes d'une partie significative de l'opinion publique moldave, notamment celle qui ne se reconnaît pas dans les choix politiques de Maia Sandu. D'une manière plus générale, il s'agit de considérer ici la compétition d'idées politiques et de récits antagonistes en Moldavie, zone d'interface où s'opposent des visions du monde radicalement différentes. La région autonome de Gagaouzie offre un terrain privilégié pour mettre en évidence cette porosité, les conditions de réception de ces récits, et les vulnérabilités qui leur sont associées. La partie ethnographique de l'enquête et les entretiens ont été conduits pour cette raison dans cette région du sud de la Moldavie, frontalière avec l'oblast d'Odessa en Ukraine et peuplée de 135 000 habitants, dont 83 % de Gagaouzes, 5 % de Bulgares, 5 % de Moldaves et 3 % de Russes ethniques (recensement de 2014).

« L'Europe c'est la guerre, la Russie c'est la paix » : convergences narratives et adhésion aux positions russes

Les témoignages recueillis en Gagaouzie frappent par leur résonance avec les récits récurrents propagés par la Russie ou ses alliés. Les exemples retranscrits ci-dessous, quoique souvent entremêlés, se divisent en quatre catégories : une nostalgie de l'Union soviétique et de son modèle socio-économique ; une adhésion aux positions de la Russie, à sa vision du monde, à ses valeurs et à sa mise en récit de la guerre en Ukraine ; une critique de l'Union européenne et des valeurs libérales et progressistes ; une critique du gouvernement central moldave.

Nous, nous sommes des Gagaouzes. Nous avons une mémoire génétique. Nous avons toujours eu de très bons rapports avec les Russes. L'Europe, on l'aime aussi, mais la Russie davantage. Parce que ce sont les Russes qui sont venus ici, qui nous ont construit des écoles, qui ont bâti cette Maison de la culture. Quand l'URSS s'est effondrée, on a pleuré. On a vraiment pleuré. On a été renvoyés cent ans en arrière. Tout s'est vendu : les Turcs et les Roumains sont venus racheter nos tapis pour une bouchée de pain et les ont revendus à prix d'or.

Polina A., employée d'un établissement culturel, Comrat, 24 août 2025

J'ai été élevée avec un sentiment de dignité, le sentiment que je ne suis pas inférieure aux autres. Et vous savez quand j'ai compris ça le mieux ? Quand après l'effondrement de l'Union soviétique, diplômée en culturologie, je suis allée en Turquie gagner ma vie parce qu'ici il n'y avait absolument plus rien. [...] Ce qui me sidérait, c'est que comme j'étais domestique je devais baisser la tête et ne pas lever les yeux. En Union soviétique ça n'existait pas, je n'avais jamais connu ça. On parlait d'égal à égal. On nous enseignait le respect des aînés, bien sûr. Mais pas la servilité. Ce sentiment de dignité, c'est précisément en Union soviétique qu'on l'a acquis, pas aujourd'hui. Ce qui m'inquiète aujourd'hui c'est que même à l'école on enseigne que les droits individuels passent en premier.

Maria P., responsable d'un établissement culturel, Congaz, 25 août 2025

Je suis pour le Monde russe. Je peux t'expliquer pourquoi. Je suis né en Union soviétique. Sous les Russes, c'était comme ça : tout le monde travaillait, tout le monde recevait un salaire. Les vêtements étaient différents, on n'avait pas les vôtres, bon d'accord. Et maintenant ? L'Union européenne. Ça fait 30 ans qu'ils nous ont abandonnés, pas une seule usine construite, 30 ans ! Depuis l'indépendance.

Mikhaïl B., habitant de Congaz, 25 août 2025

On a tous étudié dans des écoles russes, on a grandi avec la littérature et la culture russes. La culture gagaouze a sa propre identité, mais c'est dans la culture russe qu'on a été formés. On trouve ici des gens qui ne connaissent pas leur propre culture, mais ils connaissent toujours la culture russe.

Polina A., employée d'un établissement culturel, Comrat, 24 août 2025

Comme l'ont dit certains Gagaouzes, il y a peut-être déjà quelque part dans notre mémoire génétique une reconnaissance envers la Russie pour nous avoir accueillis comme égaux à toute la communauté mondiale. Pas comme l'appendice d'un autre peuple, mais comme des égaux à part entière.

Maria P., responsable d'un établissement culturel, Congaz, 25 août 2025

Quand les Russes ont besoin de quelque chose, on invoque la démocratie, et après on les exclut. « On est tout blanc », « ils sont tout noir », mais non, tout le monde est pareil ! Ça suffit. Les Russes vont finir par appuyer sur le bouton et tout bombarder. Ils sont patients, mais ça a des limites. Ils vont bombarder la France, tout le monde, nous aussi. Il faut arrêter avec ça. Je te le dis en tant que vieil homme, ça va mal finir [...]. Dans un an, peut-être dans dix ans. Mais la Russie n'est pas seule. La Chine, l'Inde, le Brésil sont avec elle. Si l'OTAN attaque la Russie, tout le monde se soulèvera. Ne croyez pas que la Russie est seule.

Mikhaïl B., habitant de Congaz, 25 août 2025

R : Les gars, l'Europe, c'est la guerre, c'est l'OTAN !
Q : Qui a commencé la guerre [en Ukraine] ?
R : Ce sont les Européens, les Américains [...]. La Russie n'a rien à voir là-dedans.

Passant anonyme, habitant de Ceadîr-Lunga, 23 août 2025

Nous sommes chrétiens, orthodoxes. Nos valeurs, les voilà : la famille, le mari, la femme, les enfants, le mariage, les petits-enfants qui viennent rendre visite. Les valeurs traditionnelles, comme on dit. Et en Europe qu'est-ce qui se passe ? On joue au ping-pong dans les églises, parce que personne n'y va plus. [...] T'as pas une tête à épouser un homme, toi, t'as pas le temps pour ça. Mais chez vous là-bas, les gens se transforment en animaux sans s'en rendre compte. Ce n'est pas normal. En Europe, c'est Sodome et Gomorrhe. Tu sais pourquoi Dieu a brûlé Sodome et Gomorrhe ?

Mikhaïl B., habitant de Congaz, 25 août 2025

Une vendeuse de légumes rencontrée sur le marché de Ceadîr-Lunga, cette petite ville gagaouze frontalière de l'Ukraine, suggère que les « gens d'ici veulent être occupés par la Russie » et que « Kichinev [Chișinău en russe] veut faire de la Moldavie la base arrière de l'OTAN » (23 août 2025). Le discours pacifiste, articulé à un maintien solide des liens avec la Russie, à un attachement au statut constitutionnel de neutralité de la Moldavie et à un rejet massif des choix de politique étrangère du gouvernement de Maia Sandu, est également largement répandu dans nos échanges. Certains propos sont d'ordre conspirationniste : Mikhaïl B., cité plus haut, affirme que « les élites occidentales sont satanistes et pédophiles ».

Nous nous sommes aussi entretenus, le 23 août 2025, avec des activistes moldaves – y compris gagaouzes – favorables à l'entrée de la Moldavie dans l'Union européenne, venus démarcher dans la ville de Ceadîr-Lunga. Le slogan *Rossia ! Rossia !* (« Russie ! Russie ! ») est à plusieurs reprises scandé sur leur passage, durant leur distribution de tracts. Certains passants les qualifient de « traîtres » (*predateli*), un terme souvent utilisé pour disqualifier les partisans d'un rapprochement avec l'Union européenne ou du gouvernement de Maia Sandu. Sergueï G., l'un de ces activistes résidant en Gagaouzie, partage avec nous en ces termes sa vision des causes du sentiment pro-russe dans la région :

Chez nous en Gagaouzie, il y a un respect des anciens, des parents et des grands-parents. C'est une tradition. Et nos grands-parents nous disent [qu'il

faut aimer la Russie]. C'est tout. « Avant, tout allait mieux », voilà ce qu'ils nous disent.

Les gens d'ici ont peur de la nouveauté. Ils sont habitués au passé. Ils sont habitués à la main ferme. Mais si la Russie met la main sur la nouveauté, ils seront prêts. Tout ce que la Russie dira, ils le feront.

La mentalité est un peu différente. Les gens vivent dans une bulle informationnelle complètement différente, ils ont toujours regardé la télévision russe. Moi-même, je la regardais quand j'étais plus jeune. Ces chaînes ont été interdites, mais sans proposer d'alternatives alors que beaucoup de gens ne parlent pas le roumain. Alors les gens achètent des décodeurs directement avec un VPN [pour continuer à regarder la télévision russe].

Q : Pourquoi le sentiment pro-russe est-il plus fort que dans les autres régions du pays ?
R : Parce que nous avons été isolés pendant longtemps. Pendant trente ans, Kichinev n'a absolument pas eu besoin de nous. Les anciens responsables politiques n'étaient pas intéressés par la Gagaouzie. Ils ne nous apprenaient pas le roumain. Ils s'en moquaient. Le gouvernement actuel a une approche différente. Mais si ça avait eu lieu dix ans plus tôt, tout aurait été différent. Là c'est très difficile.

À l'inverse, à notre question portant sur les raisons de l'hostilité à l'égard de l'orientation européenne de la Moldavie, Sergueï nous répond :

[Les gens pensent que les Européens] vont vendre nos terres aux Américains. On sera de la chair à canon dans la guerre contre l'Ukraine. Nos enfants vont devenir gays, lesbiennes, transsexuels. Tous les produits seront chimiques et dopés aux OGM. Et le commerce local ne fonctionnera plus, parce que les dirigeants européens vont venir et nous frapper. Ils disent aussi que les Roumains vont venir nous tabasser. C'est déjà arrivé il y a longtemps, les Roumains ne nous aimaient pas. Ils disent qu'ils vont venir nous battre avec des bâtons.

Ces différents témoignages reflètent les résultats obtenus par Kyle Marquardt dans une enquête réalisée en 2023[1]. Celle-ci met en évidence la popularité manifeste dont la Russie fait l'objet en Gagaouzie. La russophonie y est prépondérante, avec 98 % des enquêtés affirmant utiliser la langue russe tout le temps ou fréquemment, devant la langue gagaouze (74 %) et le moldave/roumain (12 %). Selon cette enquête, Vladimir Poutine est la personnalité politique préférée des enquêtés en Gagaouzie, avec 87 % de soutien (contre 6 % pour Maia Sandu), tandis que 90 % d'entre eux considèrent que la Russie est gouvernée de manière plus, ou autant, démocratique que la Moldavie. Néanmoins, le soutien majoritaire de la population gagaouze au leader et au système politique russes ne se traduit pas par un soutien massif à l'invasion de l'Ukraine par la Russie (30 % d'adhésion seulement).

L'hostilité à l'égard du gouvernement central de Chișinău est patente en Gagaouzie, dont les électeurs ont voté à 95 % contre l'orientation pro-européenne de la Moldavie lors du référendum de 2024. Lors des élections législatives de septembre 2025, le PAS n'y a obtenu que 3,19 % des votes, son plus mauvais score (à comparer avec les 29 % obtenus en Transnistrie). Ce constat, déjà établi, appelle une question plus large : celle des raisons de la porosité considérable de la société gagaouze aux récits stratégiques façonnés par la Russie et ses proxies, qui bénéficient d'une large audience et d'une vaste approbation.

Un pan dynamique de la recherche sur la réception de la désinformation et des opérations d'influence s'est intéressé ces dernières années, à partir du cas de la Russie, aux conditions qui expliquent le caractère persuasif de ses récits stratégiques. Plusieurs résultats ont été mis en évidence. Sur la base d'une enquête menée en Suède, à partir des récits produits par le média d'État russe Sputnik, Charlotte Wagnsson et Magnus Lundström ont montré que ces récits pouvaient être considérés comme crédibles par des personnes sans expérience

1. Kyle L. Marquardt, « What Does Support for Russia Mean? Evidence from Gagauz Yeri, Moldova », novembre 2023, https://www.ponarseurasia.org/what-does-support-for-russia-mean-evidence-from-gagauz-yeri-moldova/#_ftn1

intime du sujet traité, mais que leurs effets sur les comportements et les préférences étaient démultipliés lorsqu'ils étaient acceptés et appropriés par leurs audiences[1]. Les récits stratégiques russes sont ainsi d'autant plus efficaces qu'ils sont articulés à des mythes politiques locaux, comme l'explique Olivier Schmitt à partir du cas des élites françaises[2]. Prenant le cas de l'Ukraine, d'autres chercheuses et chercheurs mettent en évidence que ces récits fonctionnent d'autant mieux qu'ils font écho aux références historiques et mémorielles des audiences ciblées[3] ou qu'ils sont diffusés par un narrateur avec lequel le destinataire entretient des connexions culturelles et identitaires[4]. Dans une autre dimension, Maxim Alyukov souligne que l'adhésion à ces récits est d'autant plus forte qu'il existe une synchronisation dans leur diffusion parmi les médias traditionnels et les médias sociaux[5].

Le terrain conduit en Gagaouzie révèle que la plupart de ces conditions sont réunies pour favoriser la circulation, l'appropriation et l'adhésion aux récits stratégiques russes et pro-russes au sein d'une partie de la population gagaouze. Cette étude ajoute à cette littérature une condition supplémentaire : un sentiment généralisé de marginalisation de cette population largement instrumentalisé par les acteurs russes et pro-russes.

---

1. Charlotte Wagnsson, Magnus Lundström, « Ringing true? The persuasiveness of Russian strategic narratives », *Media, War & Conflict*, 16 (3), 2023, p. 383-400.
2. Olivier Schmitt, « When Are Strategic Narratives Effective? The Shaping of Political Discourse through the Interaction between Political Myths and Strategic Narratives », *Contemporary Security Policy*, 39 (4), 2018, p. 487-511.
3. Natalia Chaban, Svitlana Zhabotynska, Michèle Knodt, « What makes strategic narrative efficient: Ukraine on Russian e-news platforms », *Cooperation and Conflict*, 58 (4), 2023, p. 419-440.
4. Joanna Szostek, « The Power and Limits of Russia's Strategic Narrative in Ukraine: The Role of Linkage », *Perspectives on Politics*, 15 (2), 2017, p. 379-395 ; Vera Tolz, Stephen Hutchings, « Truth with a Z: Disinformation, War in Ukraine, and Russia's Contradictory Discourse of Imperial Identity », *Post-Soviet Affairs*, 39 (5), 2023, p. 347-365.
5. Maxime Alyukov, « News reception and authoritarian control in a hybrid media system: Russian TV viewers and the Russia-Ukraine conflict », *Politics*, 44 (3), p. 400-419.

Le sentiment de marginalisation, un terreau fertile pour les récits stratégiques russes et pro-russes

L'un des principaux résultats de cette étude repose sur le constat d'une profonde instrumentalisation, voire d'arsenalisation par la Russie et les acteurs pro-russes de Moldavie, d'un sentiment réel, exagéré ou fantasmé de marginalisation et d'exclusion de la population gagaouze. Ces conditions forment autant un réceptacle favorable pour les ingérences russes qu'une vulnérabilité critique pour la Moldavie et, par extension, pour l'Europe. Les entretiens conduits sur place font apparaître quatre types de marginalisation : politique, identitaire, mémorielle et socio-économique.

a) **Marginalisation politique**, par conviction que la Gagaouzie est exclue de la prise de décision publique monopolisée par « Chișinău » et que les élites de la région sont réprimées par les autorités centrales. L'arrestation à Chișinău en mars 2025 de la dirigeante (*bashkan*) pro-russe de Gagaouzie, Evguenia Gutsul, pour corruption en lien avec l'homme d'affaires Ilan Șor, a largement alimenté ce sentiment en Gagaouzie.

b) **Marginalisation identitaire, ethno-linguistique et culturelle**, selon laquelle les Gagaouzes seraient discriminés, leur culture effacée par des élites moldaves roumanophones et « unionistes » (partisanes d'une unification avec la Roumanie), et leurs valeurs (souvent conservatrices) menacées par les orientations libérales et progressistes attribuées à l'Union européenne. Ce sentiment, le plus prégnant, se greffe aisément sur le récit conservateur russe de défense des « valeurs traditionnelles » et de la famille hétéronormative, opposé à « l'Occident libéral » et son projet de « Gayropa ». Si sa dimension conservatrice n'est pas évidente, le parc d'attractions « Gagauziya Land » construit dans le village gagaouze de Congaz avec le soutien financier d'Ilan Șor se présente clairement comme un projet de soutien aux familles gagaouzes. Il fait partie de plusieurs projets présentés comme « humanitaires » par des acteurs locaux qui se disent par ailleurs ignorés par les autorités centrales de Chișinău.

c) **Marginalisation mémorielle**, qui se fonde sur une nostalgie persistante de la période soviétique, sur un rejet des politiques gouvernementales d'interdiction des symboles communistes (interdits en 2012 par une loi jugée ensuite anticonstitutionnelle en 2013) et russes (interdiction du ruban de Saint-Georges, symbole du patriotisme russe, en 2022), et sur un rejet du récit nationaliste roumain, dans un pays marqué par une forte « concurrence des narrations[1] », notamment sur la Seconde Guerre mondiale. La préservation du patrimoine soviétique en Gagaouzie (statues de Lénine, « rues/avenues Lénine », symboles soviétiques, monuments à la gloire de la « Grande Victoire » de 1945, « Maisons de la culture ») est singulièrement plus élevée que dans le reste du pays. Là encore, ce sentiment fait écho au récit mémoriel russe sur la « Grande Guerre patriotique », véritable ciment du patriotisme russe contemporain.

d) **Marginalisation socio-économique**, dans une région majoritairement rurale et parmi les plus pauvres du pays[2]. Cette précarité d'une large partie de la population offre des opportunités pour des entrepreneurs d'influence tels qu'Ilan Șor, soupçonnés d'acheter le soutien d'une partie de la population (notamment retraitée) par des pots-de-vin visant à combler le déficit d'aides publiques de l'État et présentés comme de « l'aide humanitaire ».

Si ce « sentiment de marginalisation » doit être toujours contextualisé, son exploitation récurrente par les acteurs russes et pro-russes de Moldavie constitue une grille d'analyse applicable à d'autres espaces soumis aux stratégies d'influence et d'ingérence de la Russie en Europe. Des conditions de réception similaires à la Moldavie peuvent ainsi

1. Florent Parmentier, « Le 9 mai vu de Moldavie : une "mémoire Smuglyanka" », *The Conversation*, 7 mai 2020, https://theconversation.com/le-9-mai-vu-de-moldavie-une-memoire-smuglyanka-137760
2. Selon le bureau national des statistiques moldaves, le PIB/habitant en Gagaouzie était d'environ 3 100 euros en 2023 (61 000 lei moldaves), contre 6 200 euros pour l'ensemble du pays (123 000 lei) et 14 000 euros (278 000 lei) pour la capitale, Chișinău. Voir : Biroul Național de Statistică al Republicii Moldova, Conturi Naționale 2024 și Conturi Regionale 2023 [Comptes nationaux 2024 et comptes régionaux 2023], Chișinău, 2026, https://statistica.gov.md/files/files/publicatii_electronice/Conturi_nationale/Conturi_Nationale_ed_2025.pdf

être observées dans d'autres pays aux minorités russophones significatives, comme la Lettonie, l'Estonie, la Lituanie, l'Ukraine, le Belarus ou l'Allemagne. Au-delà de ces populations, l'instrumentalisation par les acteurs de l'influence russe des « publics marginalisés » (politiquement, socialement, identitairement…) en Europe représente une vulnérabilité qu'il serait imprudent de négliger.

III. Faire circuler les récits dans un espace hostile

Stratégies et tactiques de clandestinisation informationnelle

L'instrumentalisation d'un sentiment hétérogène de marginalisation constitue une ressource par laquelle la Russie s'efforce de maintenir l'adhésion d'une partie de la population moldave. Pour autant, cette capacité d'influence ne saurait fonctionner si elle ne s'appuyait pas sur des réseaux capables de faire circuler les récits stratégiques russes efficacement. Aussi, la capacité à atteindre de telles populations est devenue un enjeu géopolitique majeur pour Moscou, dans un contexte de « frontiérisation » par lequel la Moldavie cherche à réduire l'intensité des flux (informationnels, financiers, etc.) provenant de Russie.

Pour y parvenir, les acteurs russes ou moldaves pro-russes font preuve de créativité. Ils doivent contourner des blocages de plus en plus nombreux, et se jouer des différentes limites que la Moldavie et l'Union européenne tentent de leur imposer. Les terrains physiques et numériques ont permis d'identifier plusieurs types de tactiques « clandestines » de contournement des blocages informationnels, notamment par l'exploitation de vulnérabilités techniques et cybernétiques. Ces tactiques vont des plus rudimentaires aux plus élaborées, qui s'insèrent dans une stratégie d'ensemble où il ne s'agit pas uniquement d'atteindre des populations russophones moldaves, mais de s'en servir comme tremplin vers l'ouest de l'Europe.

Techniques rudimentaires de clandestinisation informationnelle : le cas de la *Komsomolskaïa Pravda* (KP)

Dans la plupart des cas, les tactiques de contournement telles que développées par les acteurs russes vont chercher à exploiter des vulnérabilités à la fois géopolitiques et cybernétiques, si bien que les actions physiques et numériques se retrouvent largement liées. C'est le cas par exemple du média *Komsomolskaïa Pravda* (KP), qui a opté depuis 2023 pour une diffusion clandestine dans le pays, que ce soit dans sa version numérique ou dans sa version papier. Fondée en 1925 et présente dans tout le monde russophone, la *Komsomolskaïa Pravda* a évolué depuis une quinzaine d'années vers un format comparable à ceux des *tabloïds* britanniques. Son lectorat est issu des anciennes classes populaires et ouvrières soviétiques, mais le journal a vu sa ligne éditoriale se radicaliser progressivement au fur et à mesure de l'évolution des positions officielles russes depuis 2014.

En juin 2023, l'édition moldave de la *Komsomolskaïa Pravda* est ainsi passée sous le contrôle de la société Media Contact, propriété de l'homme d'affaires Ilan Șor[1]. Quelques semaines plus tard, en octobre, les autorités moldaves ont pris la décision de bloquer la diffusion de ce média dans le pays. Cela s'est traduit par deux mesures distinctes : d'une part, la cessation de la diffusion de la version papier de la KP après que son principal diffuseur dans les kiosques moldaves a rompu le contrat qui le liait au journal russophone – officiellement pour des raisons d'impayés. Il s'agit là d'une mesure importante car le lectorat vieillissant de la KP est attaché à la version papier. D'autre part, la version numérique du journal a, quant à elle, fait l'objet d'une fermeture du domaine kp.md, sur requête de l'autorité nationale de régulation des télécoms. Cette action est bien plus volontariste que celle menée par les autorités des pays européens à l'encontre de RT et

1. « Imperiul lui Șor. Posturile TV, ziarele, site-urile, canalele de Telegram [L'empire de Șor. Les chaînes de télévision, journaux, sites web et canaux Telegram] », NewsMaker, 4 octobre 2023, https://newsmaker.md/ro/imperiul-lui-sor-posturile-tv-ziarele-site-urile-canalele-de-telegram

de Sputnik lorsqu'il s'est agi de suspendre la diffusion de ces médias dans l'Union européenne en mars 2022. En effet, dans le cas de RT et Sputnik, les opérateurs des différents pays de l'UE ont simplement bloqué les domaines, qui restent donc accessibles grâce à des VPN[1].

Dans le cas de la KP moldave, les autorités sont allées beaucoup plus loin puisqu'elles ont d'emblée supprimé le domaine. Le gouvernement moldave a ainsi anéanti le site en agissant directement sur la table de routage du DNS : l'IP du serveur de la KP s'est retrouvée subitement ne plus correspondre à rien, puisque le domaine kp.md n'existait plus. Cette stratégie a été rendue possible par le fait que la KP avait opté pour un nom de domaine en .md pour son édition moldave, dont la gestion est assurée par le STISC, le centre national de sécurité informationnelle et cyber de la République de Moldavie.

FIGURE 1
Disponibilité du domaine fr.sputniknews.com sur Wayback Machine

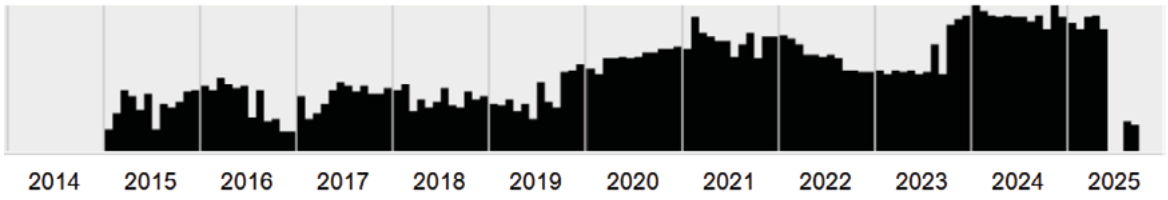
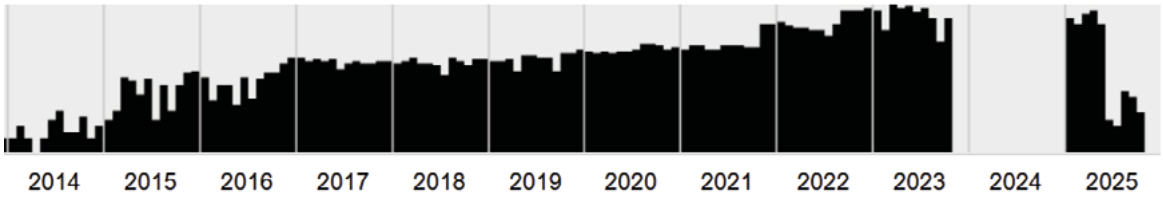


FIGURE 2
Disponibilité du domaine kp.md sur Wayback Machine



Le retour du domaine début 2025 correspond à son rachat pour héberger un site d'actualités générés en IA, n'ayant a priori aucun rapport avec la Komsomolskaya Pravda.

1. Maxime Audinet, *Un média d'influence d'État : Enquête sur la chaîne russe RT*, INA, 2024.

Le 30 octobre 2023, le STISC a ainsi mis fin au domaine kp.md, comme on peut le voir sur le graphique de disponibilité du domaine via *Wayback Machine*. À cet égard, la différence est bien visible avec la stratégie française de blocage du domaine fr.sputniknews.com, celui de l'édition francophone. L'État n'ayant pas la main pour faire supprimer un nom de domaine se terminant par .com, celui-ci est resté disponible bien au-delà de son blocage en Europe, c'est-à-dire en mars 2022.

Face à cette suppression du domaine de la KP, le journal a agi rapidement pour contourner cette mesure. En effet, 24 heures après l'entrée en vigueur de cette mesure, la *Komsomolskaïa Pravda* a développé une infrastructure de proxy afin de permettre à ses lecteurs moldaves de continuer à accéder au journal malgré l'interdiction des autorités moldaves. Concrètement, les ingénieurs de la KP ont procédé à deux actions : d'une part, ils ont acheté dès le 31 octobre 2023 un nouveau nom de domaine, kp.media, qui n'était donc pas bloqué par les autorités moldaves et sur lequel celles-ci n'ont aucun pouvoir de suppression. D'autre part, ils ont créé un serveur proxy consacré à la Moldavie, kpmd-proxy.kp.ru, renvoyant lui-même à une adresse IP appartenant à la maison mère de la *Komsomolskaïa Pravda* en Russie.

Cette technique constitue les rudiments de la clandestinisation informationnelle : elle avait d'ailleurs déjà été mise en place par les médias RT et Sputnik après le blocage de leurs domaines historiques (rt.com et sputniknews.com) en Europe. Cependant, et outre la nature de l'action qui a consisté à supprimer le domaine dans le cas moldave et pas simplement à le bloquer, plusieurs différences existent dans la méthode de contournement qui a été utilisée dans ces deux cas.

La première, c'est le temps qu'il a fallu aux médias russes pour recourir à des domaines alternatifs : dans le cas de Sputnik, il s'écoule 5 jours entre le moment où le domaine sputniknews.com est bloqué en France (3 mars 2022)[1] et celui où le principal domaine alternatif

1. M. Audinet et C. Gérard, « Sous les radars », art. cité.

du média, sputniknews.africa, est acheté (8 mars 2022)[1]. Dans le cas de la KP, il s'écoule moins de 24 heures entre le moment où kp.md est supprimé, et celui où le domaine kp.media est acheté pour prendre le relais. Cela montre que les médias russes sont désormais davantage rompus à cette tactique de contournement des domaines puisqu'ils réagissent plus vite. Cela suggère aussi qu'ils achètent leurs domaines au dernier moment pour empêcher leurs adversaires de s'adonner au *typosquatting*[2].

La deuxième différence avec RT et Sputnik est la persistance d'une empreinte physique de la KP dans le paysage médiatique moldave. Dans le cas des médias d'État russes en France, il s'agissait de *pure players* n'ayant aucune activité papier, et qui furent rapidement placés en liquidation judiciaire. Dans le cas de la KP, un flou juridique a permis de continuer à diffuser le journal papier dans certaines zones du pays, malgré les interdictions. En effet, si la KP est introuvable dans les kiosques de la capitale et dans les zones roumanophones du pays, il n'en va pas de même dans les régions russophones telles que la Gagaouzie, où la distribution de la version papier de la KP a même pu faire l'objet d'une mise en scène. C'est ce que nous avons constaté sur la place principale de Comrat, la capitale de la Gagaouzie, où un kiosque rouge floqué du logo de la KP occupe une place visible et centrale. Ouvert à l'été 2024, ce kiosque ne vend que la KP ainsi que du café à emporter. En août 2025, ce kiosque était toujours actif, avec un grand écran LED affichant l'adresse du domaine alternatif kp.media accompagné du slogan : « Nous sommes de retour ! » Cette singularité tient au fait que la KP n'est pas formellement interdite dans le pays : sa distribution papier ainsi que l'accès à sa version numérique sont

1. Voir, sur le site GoDaddy : https://ie.godaddy.com/whois/results.aspx?itc=dlp_domain_whois&domain=sputniknews.africa
2. L'agence Viginum définit le *typosquatting* comme « un mode opératoire consistant à usurper l'identité de sites web connus en enregistrant un nom de domaine très proche du nom de domaine officiel (ex. : lefigaro[.]me au lieu de lefigaro.fr ou encore washingtonpost[.]ltd au lieu de washingtonpost.com) ». Voir : VIGINUM, *Protéger le débat public numérique en contexte électoral : guide de sensibilisation à l'attention des équipes de campagne*, Paris, Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN), 2025.

simplement entravés, si bien qu'un entrepreneur choisissant d'ouvrir un kiosque pour distribuer le journal à son compte ne sera pas inquiété. Dans le cas du kiosque de Comrat, les détails sont rares, mais tout indique une initiative financée par Ilan Șor, la distribution papier se faisant à perte le temps des échéances électorales.

Un recours croissant à la cybercriminalité : le cas des *bulletproof hosters* (BPH) et des IPTV

Les tactiques de contournement utilisées dans le cas de la KP pour toucher l'audience gagaouze demeurent rudimentaires d'un point de vue technique. D'autres opérations analysées sur le terrain révèlent en revanche des réseaux mobilisant des techniques beaucoup plus élaborées, avec potentiellement des ramifications dans toute l'Europe. Au contraire de celles mobilisées par la KP, ces techniques avancées ne se contentent pas d'agir uniquement sur le DNS en utilisant des domaines alternatifs. Elles agissent aussi et surtout sur les couches du cyberespace situées en dessous du DNS, et plus particulièrement sur celle ayant trait à l'attribution des adresses IP, en utilisant des serveurs et des systèmes autonomes alternatifs connus sous le nom de *bulletproof hosters* (BPH). Un BPH est une infrastructure pirate dont l'objectif est d'être invulnérable aux injonctions des autorités : toute leur organisation est pensée pour que leurs administrateurs demeurent introuvables, tandis que leurs infrastructures sont particulièrement mobiles. Les BPH sont ainsi utilisés comme support pour toutes sortes d'activités illégales ou illicites, qu'il s'agisse de *hacking*, de pédopornographie ou encore de paris illégaux en ligne. Concrètement, les BPH utilisent des plages d'adresses IP laissées en déshérence par leurs propriétaires et récupèrent des systèmes autonomes abandonnés afin d'y héberger leurs infrastructures. Il s'agit donc d'une forme de *cybersquatting*.

Le recours à des BPH dans le cadre de campagnes informationnelles est récent : jusqu'à 2022-2023, la plupart des acteurs connus de l'ingérence russe utilisaient des infrastructures « légitimes ». Ils ne

cherchaient à dissimuler ni leur existence ni l'identité de leurs administrateurs. Ainsi les médias financés par Prigojine utilisaient-ils jadis des infrastructures dédiées, louées ou achetées à des hébergeurs ayant pignon sur rue. D'autres, comme la galaxie de faux médias propulsés par Inforos dans les années 2022-2023, ne s'embarrassaient pas d'effacer leurs traces puisque les registres *whois* identifiaient clairement des structures liées au GRU[1]. Quant à RT et Sputnik, ils étaient et sont toujours hébergés par les infrastructures de leurs holdings respectives, c'est-à-dire TV Novosti et Rossija Segodnya.

La situation a évolué au lendemain de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine et la multiplication des opérations cherchant à dissimuler plus efficacement leur nature et leurs commanditaires. Ainsi, la première occurrence d'un usage de BPH par un acteur russe de l'ingérence informationnelle remonte à 2022-2023 avec l'opération Doppelgänger. Dans un rapport technique, l'ONG suédoise Qurium expliquait comment certaines entités participant à cette vaste campagne toujours en cours étaient hébergées ou transitaient par un système autonome nommé « *the evil empire*[2] ». Les chercheurs de Qurium ont ainsi pu montrer que derrière ce nom se cachait toute une infrastructure de systèmes autonomes connectés les uns aux autres afin de brouiller les pistes des ingénieurs en cybersécurité chargés justement de détecter les BPH et de les déconnecter du réseau.

L'application pirate HaiTV, cas d'école de l'intrication entre opérations d'ingérence et groupes cybercriminels

En Moldavie, l'usage des BPH est massif et constitue la pierre angulaire de nombreuses opérations ayant eu lieu à l'été 2025. Un exemple particulièrement évocateur est celui de l'application HaiTV,

1. EU DisinfoLab, « How Two Information Portals Hide Their Ties to the Russian News Agency InfoRos », EU DisinfoLab, 15 juin 2020, https://www.disinfo.eu/publications/how-two-information-portals-hide-their-ties-to-the-russian-news-agency-inforos/
2. Qurium Media Foundation, « How Russia Uses EU Companies for Propaganda – Exposing The Evil Empire of Doppelganger Disinformation », Qurium Media Foundation, 11 juillet 2024, https://www.qurium.org/alerts/exposing-the-evil-empire-of-doppelganger-disinformation/

qui entretient des liens avec l'infrastructure Doppelgänger. HaiTV est une application mobile permettant de regarder la télévision directement depuis son smartphone ou depuis un site Internet en passant par le protocole IPTV, massivement utilisé pour diffuser des flux vidéo de manière illégale. Ainsi, de nombreux services clandestins d'IPTV existent de par le monde, notamment pour permettre de regarder gratuitement des chaînes de télévision payantes (en particulier celles qui diffusent des matchs de football). Dans le cas de HaiTV, l'objectif n'est cependant pas de fournir aux utilisateurs moldaves une solution pour regarder gratuitement et illégalement les matchs de leurs équipes préférées, mais bien de contourner les blocages de chaînes russes qui ont été décidés par les autorités moldaves dans le cadre de la dynamique de découplage du post-soviétisme évoquée plus haut. Si HaiTV n'insiste objectivement jamais sur ce fait, la temporalité et la nature de sa communication, de même que le fonctionnement de son infrastructure technique prouvent qu'il s'agit d'une opération d'ingérence destinée à donner aux citoyens moldaves qui le souhaitent les capacités techniques de contourner les blocages mis en place par l'État dans le contexte des élections de l'automne 2025. En effet, au cours du mois d'août 2025 (soit quatre semaines avant le scrutin), des SMS ont été massivement envoyés à la population moldave depuis un numéro russe afin de les encourager à utiliser HaiTV pour accéder aux chaînes russes interdites en Moldavie. Ainsi, dans la version russe du SMS envoyé aux Moldaves, la communication de HaiTV vante une application qui permet d'avoir accès « aux meilleures chaînes, à des reportages honnêtes, à des informations objectives et à des programmes populaires ». Le sous-texte de cette réclame clandestine fait ainsi écho aux récits stratégiques évoqués plus haut : il sous-entend qu'il existe une censure en Moldavie.

Une brève analyse OSINT de l'infrastructure de HaiTV permet de démontrer des liens avec un écosystème de BPH impliqué dans d'autres opérations d'ingérence, notamment en France. Ainsi, le principal site miroir de l'application était accessible à l'adresse IP 95.181.173.105, qui se trouve appartenir au système autonome AS210644, connu sous le nom de AEZA INTERNATIONAL LTD. Or AEZA est loin d'être un inconnu dans le domaine des BPH et des ingérences : en plus d'être

désormais sanctionné par les gouvernements britannique et américain pour héberger de nombreuses activités cybercriminelles[1], AEZA est directement lié à *the evil empire*, l'infrastructure qui a servi d'appui à l'opération Doppelgänger[2]. L'opération se joue ainsi des limitations imposées par l'État moldave dans son espace informationnel en ayant recours à des tactiques de « guérilla » cybernétique alliant recours à des structures cybercriminelles et stratégies agressives de marketing par SMS.

Autopsie cyber d'un matériel clandestin : découverte d'un possible réseau cybercriminel russo-irano-chinois

L'exemple d'HaiTV n'est pas une exception en Moldavie. Dans un pays où une part importante de la population est vieillissante et maintient des habitudes de consommation de l'information héritées de l'époque pré-numérique (journal papier, télévision), les IPTV permettant de contourner les blocages des chaînes russes sont un enjeu économique et stratégique majeur. Ainsi les matériels à installer à domicile pour recevoir les chaînes russes sont-ils largement répandus dans le pays et très facilement accessibles sur le marché noir, dans des petits commerces généralement situés en périphérie des villes. Ils permettent à toute une population vieillissante et habituée à la télévision d'accéder aux chaînes russes et à leur régime de vérité. En Gagaouzie, région largement désertée par sa jeunesse, de telles pratiques sont massives, si bien que les boîtiers IPTV constituent un cas d'étude de premier plan.

Nous nous sommes procuré l'un de ces matériels, que nous avons entrepris de disséquer afin de comprendre quels acteurs bénéficient de ce commerce très politique. Concrètement, nous avons fait acheter sur un marché du sud de la Moldavie un matériel de type *chromecast*, contenant une application payante permettant d'accéder à l'ensemble

1. « Les États-Unis sanctionnent Aeza Group, un fournisseur de services russe utilisé par les cybercriminels », *Le Monde*, 2 juillet 2025, https://www.lemonde.fr/pixels/article/2025/07/02/les-etats-unis-sanctionnent-aeza-group-un-fournisseur-de-services-russe-utilise-par-les-cybercriminels_6617365_4408996.html
2. « How Russia Uses EU Companies for Propaganda », art. cité.

des chaînes existantes sur le territoire de la Fédération de Russie. Ce type de matériel se présente sous la forme d'un petit boîtier pourvu d'une antenne wifi et d'un port HDMI à brancher directement sur une télévision. Pour fonctionner, il nécessite un abonnement qui est payé en liquide à des intermédiaires présents sur les marchés. Avec l'aide d'un groupe d'étudiants en cybersécurité de Polytech Chambéry (Université Savoie Mont Blanc) et du laboratoire GEODE, nous avons « décortiqué » l'objet et procédé à un exercice de rétro-ingénierie après avoir souscrit à un mois d'abonnement sur place[1].

Nous avons étudié le code source interne des applications installées sur la *chromecast* ainsi que l'ensemble des signaux que ce matériel échange via sa connexion wifi une fois qu'on le branche pour regarder des chaînes russes. La seconde méthode s'est révélée la plus productive. En scannant le trafic entrant et sortant de l'appareil grâce au logiciel Wireshark, nous avons en effet identifié plusieurs adresses IP avec lesquelles l'appareil communique, et qui renvoient elles-mêmes à des BPH au profil trouble. Dans la masse des IP que la *cast* échange en permanence, deux ont ainsi retenu notre attention.

La première IP suspecte, 185.156.74.112, est enregistrée au nom de l'AS210848, lui-même connu sous le nom de Telkom Internet ltd. Les registres le situent aux Seychelles, pays réputé pour héberger de nombreuses infrastructures pirates. L'examen révèle pourtant une structure bien plus post-soviétique que seychelloise. En effet, une partie de l'infrastructure de Telkom Internet était auparavant enregistrée au nom d'un AS appelé TOV VAIZ PARTNER, enregistré en Azerbaïdjan, au nom d'un certain Khnykin Vitaly Yakovlevich, entrepreneur digital de la région de Novossibirsk. Par ailleurs, l'infrastructure utilisée par Telkom n'est pas inconnue des chercheurs en cybersécurité : en août

1. Tous nos remerciements vont à Maxence Ambert et Louis Amoudruz, étudiants en cybersécurité de Polytech Chambéry, et à leur tuteur Paul Mathieu, doctorant en informatique au centre GEODE. Dans le cadre de leur TP, ils ont mené ce travail de rétro-ingénierie déterminant pour notre démonstration.

2025, un rapport de l'entreprise de cybersécurité Intrinsec[1] a montré comment les mêmes serveurs qui sont aujourd'hui utilisés pour diffuser des contenus télévisés pirates en Moldavie à des fins d'ingérence ont été mobilisés dans des attaques de *bruteforce*[2]. En somme, il s'agit là d'une illustration claire de la nouvelle convergence qui existe entre cybercriminalité et ingérences, afin de contourner les dispositifs de protection de l'espace informationnel moldave.

Cette connexion entre cybercriminels et opérateurs russes d'ingérence n'est pas en soi une nouveauté, mais plutôt une confirmation de tendances déjà constatées ailleurs (cf. *supra*). En revanche, l'existence de connexions entre acteurs de l'ingérence, *hackers* russes et acteurs chinois et iraniens est plus rare à observer car généralement très bien dissimulée. Une telle convergence apparaît toutefois avec une deuxième IP suspecte avec laquelle notre *chromecast* pirate tentait de communiquer : 45.156.223.200. Tout indique qu'il s'agit de l'adresse utilisée pour accéder aux flux vidéo pirates, et donc le cœur du dispositif de la *chromecast*. Or cette IP est déclarée comme appartenant au système autonome AS141718, enregistré sous le nom *haoxiangyun*. Hébergé dans une tour de bureaux de la banlieue de Hong Kong, ce système autonome est très clairement un BPH. En effet, les plages IP qui lui appartiennent sont nommées suivant les noms de leurs anciens propriétaires. Il s'agit là d'une technique classique des BPH, qui rachètent en masse des plages d'IP déclarées comme « légitimes » afin de les utiliser pour des activités illicites sans éveiller les soupçons des systèmes de détection. Par ailleurs, *haoxiangyun* agit comme gestionnaire de transit pour un ensemble de systèmes autonomes qui sont situés en amont (*upstream*) afin que ceux-ci puissent atteindre les grands systèmes qui régissent l'Internet mondial situés en aval (*downstream*). C'est là aussi une

1. David Sardinha, « VAIZ, FDN3, TK-NET: Ukrainian Networks Driving Brute Force Attacks, INTRINSEC », août 2025, https://www.intrinsec.com/vaiz-fdn3-tk-net-ukrainian-networks-driving-brute-force-attacks/
2. Une attaque par force brute (*bruteforce attack*) consiste à tester, l'une après l'autre, chaque combinaison possible d'un mot de passe ou d'une clé pour un identifiant donné afin de se connecter au service ciblé.

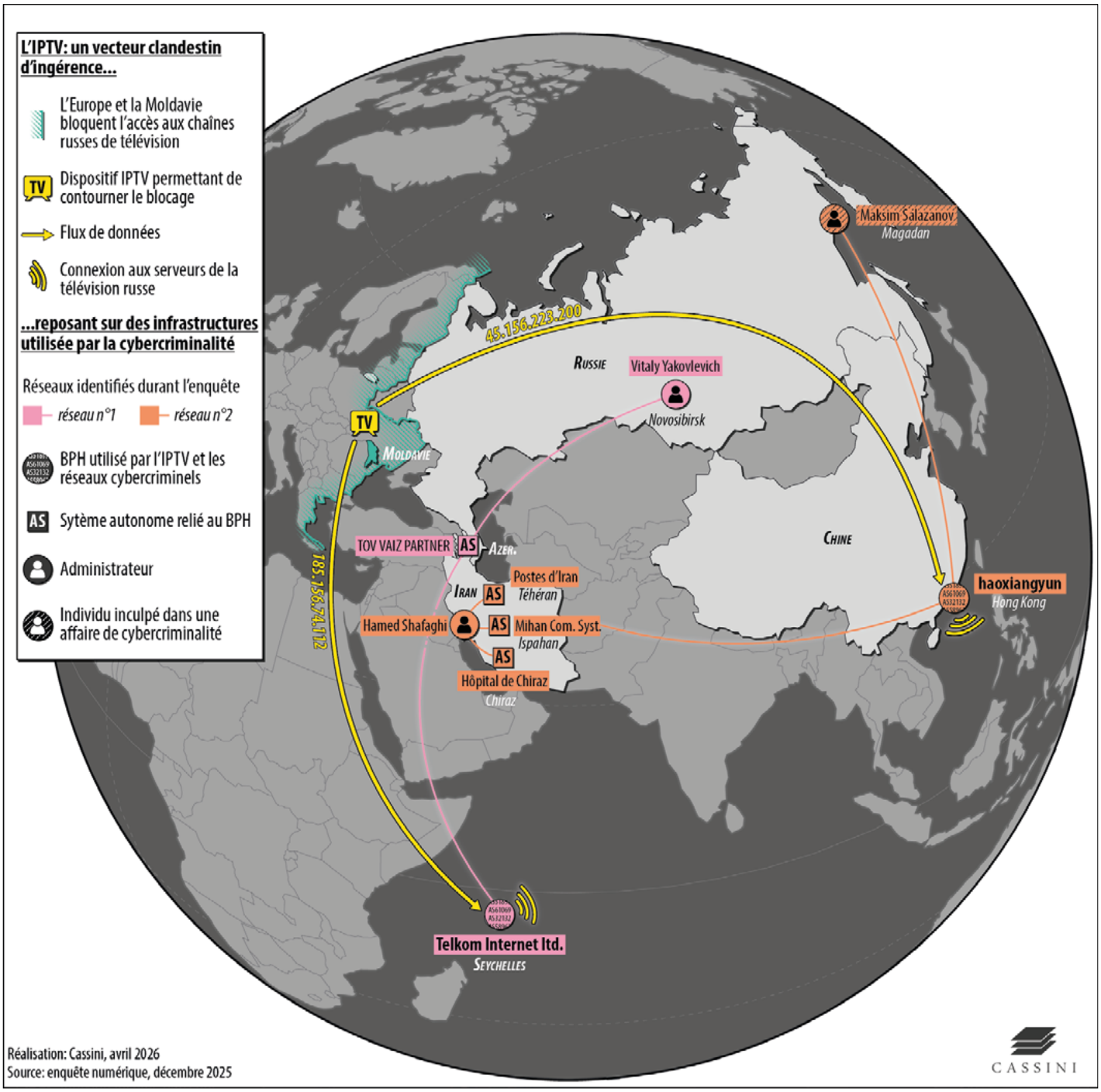
technique classique des BPH pour ne pas éveiller les soupçons des systèmes automatisés de sécurité : ils agissent en « grappes » de systèmes interconnectés, sachant que, comme dans le cas des plages d'IP, nombre de ces AS pirates sont d'anciens AS légitimes tombés en désuétude et squattés par les BPH.

Concernant les AS situés en amont (*upstream*) de *haoxiangyun*, on retrouve au moins deux systèmes iraniens (AS51897 et AS61008) enregistrés au nom de l'entreprise Mihan Communication Systems. Cette entreprise, active de 2016 à 2019, vendait de la connectivité entre l'Iran et plusieurs pays du Proche et du Moyen-Orient. Son administrateur, Hamed Shafaghi, avait même enregistré une filiale de Mihan au Royaume-Uni en 2016[1]. Or Shafaghi apparaît comme l'administrateur d'au moins deux autres systèmes autonomes, dont un appartenant aux Postes de la République islamique d'Iran.

Ces connexions iraniennes n'autorisent pas de conclusion définitive. L'hypothèse la plus crédible reste celle d'un trafic d'IP en Iran, ensuite rachetées par des BPH tels que *haoxiangyun*. Compte tenu de la répression numérique qui sévit actuellement en Iran, d'anciennes infrastructures internationales de *peering* ont également pu être abandonnées à la suite des révoltes de 2021, qui avaient conduit à un durcissement de la censure numérique dans le pays. Cette politique, qui s'était traduite par une réduction drastique des points de passage entre le réseau iranien et le réseau international (et donc une réduction des AS et des IP connectés à l'international), explique également la surreprésentation d'éléments iraniens dans le système *haoxiangyun*.

1. Voir, sur le site gov.uk : https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/officers/ldgrf7IZ-_bNwuci_IeFH6nWUQk/appointments

I CARTE 2
Sur la piste d'un réseau russo-irano-chinois : la convergence entre ingérence russe et cybercriminalité



Si l'infrastructure du BPH est donc chinoise avec de possibles connexions iraniennes, les administrateurs qui l'exploitent afin de faire fonctionner les services clandestins d'IPTV sont quant à eux bien russes. C'est ce qui ressort d'une analyse des domaines redirigeant vers les IP squattées par *haoxiangyun*, dont voici la liste :

rostelekom.xyz
maxfolker.rosssteleccom.net
kamil.rosssteleccom.net
ottrast.com
ottclub.xyz
tvclub.xyz
unikhtxl.ottclub.xyz
cbilant.com
kartoshkaka.ru
megogo.xyz
akciatv.ru
ottolok.net
akadatel.com
kazaktelekom.com
melpakomn.ru
russtv.net
megatv.fun
rosssteleccom.net
ucomist.net
otttv.pw
siauliairsavlt.pw
amazzin.pw
edmonst.net
edemist.com
dienalt.org
kazmazpaz.ru
gufengmh8.com

Ces domaines sont pour la plupart massivement utilisés afin de rediriger des flux vidéo pirates, ce qui est cohérent avec l'objectif de notre *chromecast*. On remarque parmi ces domaines plusieurs *typosquatting* destinés, là encore, à ne pas éveiller les soupçons d'administrateurs ou de modérateurs traquant les contenus illicites. Ainsi, rosssteleccom.net, rostelekom.xyz ou encore kazaktelekom.com sont des domaines typosquattant ceux des opérateurs télécoms nationaux de Russie et du Kazakhstan. D'autres, tels que russtv.net, tvclub.xyz ou megatv.fun imitent des noms de chaînes de télévision en ligne, en apparence parfaitement légitimes. Les choix des administrateurs de

cette galaxie de domaines montrent bien une préférence marquée pour le monde russophone.

Les domaines hébergés par *haoxiangyun*, dont certains appellent les flux de la *chromecast* moldave, relèvent donc d'un groupe de pirates spécialisé dans le piratage de flux vidéo de chaînes de télévision russes.

IV. Les BPH et IPTV moldaves : une menace pour l'Europe ?

Le cas d'InterDnestrKom (IDK) et de Kartina TV

Si l'utilisation des BPH traduit la clandestinisation des manœuvres informationnelles russes à destination de la Moldavie, certaines des infrastructures étudiées sont également mobilisées dans le cadre de campagnes visant l'ensemble de l'Europe, comme BPH Aeza – utilisé aussi bien dans le cadre de l'opération russe Doppelgänger, le principal mode opératoire informationnel de la Social Design Agency, que dans celui de la campagne HaiTV en Moldavie. Quels acteurs malveillants installés sur le sol moldave sont en capacité de mener des opérations en Europe ?

Le cas le plus emblématique est celui de la galaxie d'acteurs et d'infrastructures qui gravitent autour d'InterDnestrKom (IDK), opérateur de télécom national de la république autoproclamée de Transnistrie. Fondé au cours des années 1990, IDK fait partie de la grande corporation Sheriff, au sein de laquelle sont réunis les actifs appartenant à l'oligarque Victor Gouchan, et qui représentent plus de 60 % du PIB de la Transnistrie. Cet opérateur fait office de fournisseur d'accès mais aussi de services numériques dans l'entité autoproclamée. IDK est par ailleurs impliqué dans plusieurs entreprises qui dépassent de loin le cadre de son activité commerciale première et relèvent du champ des manœuvres hybrides. Ces entreprises vont du blanchiment d'argent via le développement de cryptoactifs à l'hébergement d'infrastructures cybercriminelles en passant par l'investissement dans des industries culturelles potentiellement à risque en Allemagne, au Royaume-Uni et au Canada.

IDK est ainsi lié à tout un système où se mêlent cybercriminalité, criminalité financière et ingérences. Au cœur de ce système, on retrouve un homme, Viatcheslav Tchernikevitch, qui fut pendant longtemps

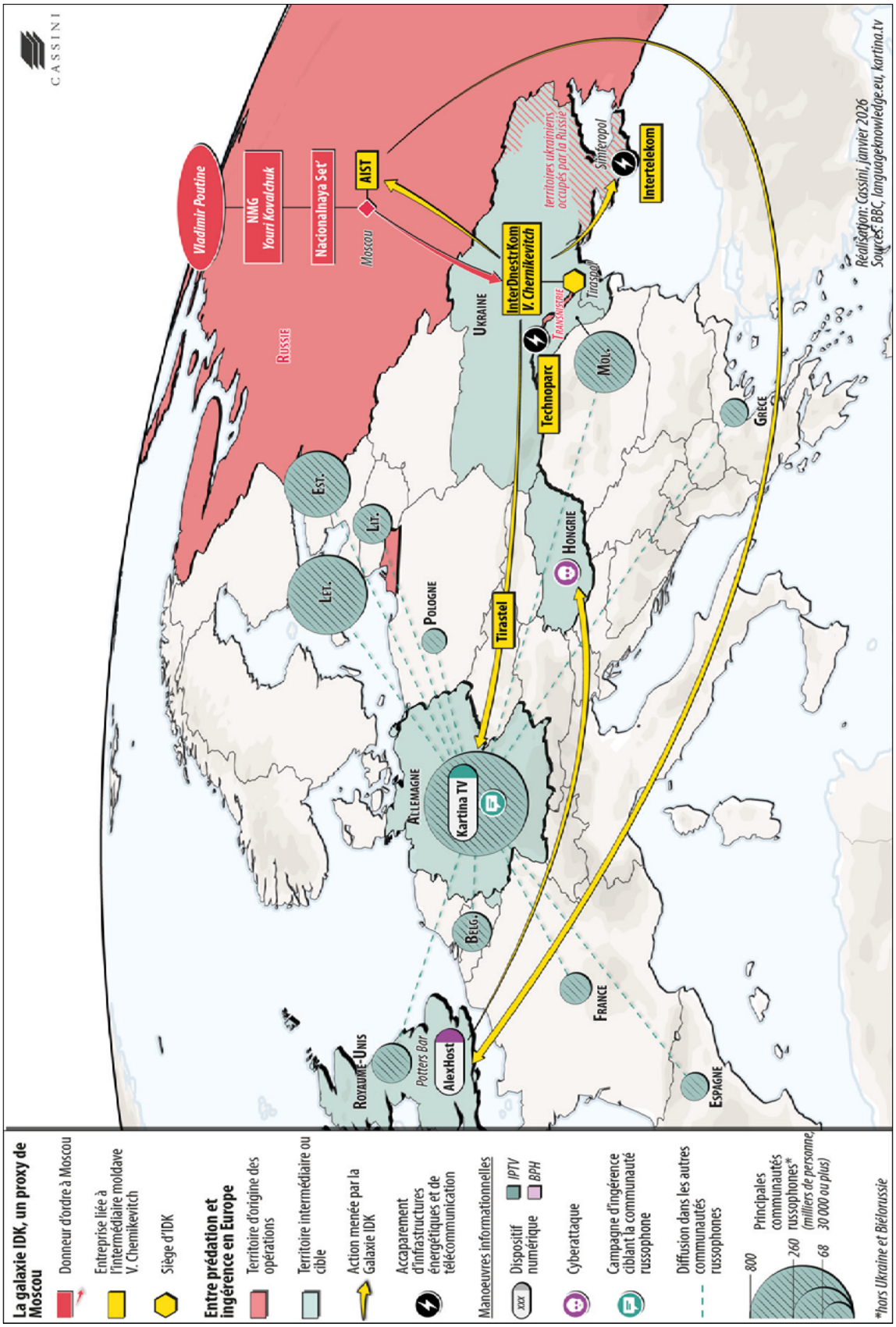
directeur du développement commercial d'IDK. Plusieurs éléments relient Tchernikevitch aux services russes : des journalistes d'investigation moldaves ont mis en évidence le rôle d'intermédiaire qu'il a joué en 2014 au moment de l'annexion de la Crimée afin qu'IDK récupère une partie des infrastructures cyber de la péninsule[1]. À l'époque, la Russie avait lancé une opération appelée Miranda pour saisir et prendre le contrôle des infrastructures de télécommunication du territoire nouvellement annexé. Des entreprises avaient alors été créées pour exploiter ces infrastructures volées aux opérateurs ukrainiens. Parmi elles, on retrouve une entreprise nommée Intertelekom, fondée à Simferopol par Tchernikevitch deux mois après l'invasion de la presqu'île.

Tchernikevitch est donc impliqué dans une entreprise d'accaparement, voire de pillage de ressources et d'infrastructures cybernétiques qui appartenaient auparavant à des entreprises ukrainiennes. Ce n'est là qu'une de ses multiples activités : Tchernikevitch a également fondé l'entreprise Technoparc en Transnistrie, qui avait l'ambition de créer une zone d'activité dédiée au minage des cryptomonnaies dans une région connue pour être un haut lieu du blanchiment par l'usage de cryptoactifs. En effet, avant l'invasion à grande échelle de l'Ukraine, la Transnistrie était le point de passage principal pour alimenter la Moldavie en électricité et en gaz provenant de Russie. L'entité autoproclamée avait alors accès à une énergie très bon marché qu'elle revendait à prix d'or à Chișinău, réservant certains surplus au minage de cryptoactifs – un commerce dont Tchernikevitch a profité avec son entreprise Technoparc.

1. Iurie Sanduta, Прямая связь: ФСБ могла прослушивать всю Украину через фирму приднестровского олигарха, Rise Moldova, 17 février 2017, https://www.rise.md/ru/statya/%D0%BF%D1%80%D1%8F%D0%BC%D0%B0%D1%8F-%D1%81%D0%B2%D1%8F%D0%B7%D1%8C-%D1%84%D1%81%D0%B1-%D0%BC%D0%BE%D0%B3%D0%BB%D0%B0-%D0%BF%D1%80%D0%BE%D-1%81%D0%BB%D1%83%D1%88%D0%B8%D0%B2%D0%B0%D1%82%D1%8C-%D0%B2/

I CARTE 3

La Moldavie, une plaque tournante des opérations clandestines russes vers l'Europe : le cas d'IDK



En parallèle, Tchernikevitch a également créé en Russie l'entreprise AIST, spécialisée dans l'hébergement de données. Son infrastructure numérique a été mobilisée dans plusieurs campagnes de *hacking* à teneur politique, dont une attaque par déni de service (DDOS) sur plus de quarante sites de médias hongrois hostiles à Viktor Orban[1]. Par ailleurs, cette infrastructure utilisée par AIST (AS48753) est liée en *upstream* à un seul système autonome appelé AlexHost (AS200019), dont le comportement est celui d'un BPH. AlexHost est enregistré à une adresse postale connue comme « l'adresse la plus louche du monde[2] ». Selon la BBC, cette adresse est liée à plus de 2 000 activités suspectes rapportées par des banques du monde entier auprès du US Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN). Elle a servi de boîte postale pour de nombreuses entités qui, si elles ne présentent probablement aucun lien entre elles, ont toutes un même souci de discrétion : on y retrouve ainsi des entreprises impliquées dans l'explosion du port de Beyrouth, tandis que l'ONG Transparency International y identifie de nombreuses entités ayant des liens avec des activités russes suspectes[3].

Ces différents fils relient donc Tchernikevitch à une galaxie d'entreprises et d'acteurs relativement discrets et impliqués dans des activités illicites dans le domaine de la cybersécurité et des cryptomonnaies. Tchernikevitch est également actif dans le domaine des ingérences informationnelles à destination de l'Europe. En effet, outre les entités déjà évoquées jusqu'ici, Tchernikevitch a créé en 2015 une entreprise russe baptisée Natsional'naïa Set' (en français : réseau national), qu'il détient à hauteur de 25 %. Parmi les autres actionnaires, on retrouve le

1. Qurium Media Foundation, « DDoS attacks traced to proxy infrastructure "White Proxies" », *Qurium*, 2 novembre 2023, https://www.qurium.org/weaponizing-proxy-and-vpn-providers/ddos-attacks-traced-to-proxy-infrastructure-white-proxies/
2. « FinCEN Files: One of the world's 'dodgiest addresses' is in leafy Hertfordshire », BBC, 21 septembre 2020, https://www.bbc.com/news/uk-54204053
3. *Russia in Exile: Ten Years of UK-Russian Trade-Based Money Laundering*, Transparency International, 18 décembre 2023, https://ti-russia.org/en/wp-content/uploads/sites/2/2024/06/ten-years-of-uk-russian-tbml-2023.pdf

groupe Nacionalnaya Media Grupa (NMG, 25 % de parts) détenu par l'oligarque Iouri Kovaltchouk, ancien voisin et ami de Vladimir Poutine.

Selon RBK, l'entreprise Natsional'naïa Set' a été créée comme une *joint venture* entre NMG et des hommes d'affaires de Transnistrie afin de lancer dans plusieurs pays occidentaux (Allemagne, Royaume-Uni, Canada notamment) une offre IPTV permettant d'accéder à l'ensemble des chaînes russophones. Visant spécifiquement les populations russophones de ces pays, cette offre est baptisée Kartina TV et existe encore aujourd'hui[1]. Elle se présente sous la forme d'un boîtier à installer sur une télévision, utilisant des technologies proches de celles de la *chromecast* analysée plus haut. Le service Kartina TV a été mobilisé pendant les élections fédérales allemandes afin d'inciter les téléspectateurs à voter pour l'AFD, un parti d'extrême droite connu pour son alignement partiel sur les positions du Kremlin. La manœuvre a reposé sur des publicités ciblées diffusées sur Kartina TV aux heures de grande écoute et sur les principales chaînes russes rediffusées par le service[2]. Les électeurs russophones constituant un important réservoir de votes pour l'AFD, cette campagne publicitaire relève d'une ingérence passée relativement inaperçue du fait de sa dimension communautaire. À ce jour, le service Kartina est en vente libre en France sur plusieurs plateformes de commerce en ligne comme celle de Leroy Merlin ou Cdiscount (groupe Casino).

Kartina TV est donc très semblable aux systèmes utilisés en Moldavie, mais à une échelle cette fois-ci industrielle, visant l'ensemble des populations russophones expatriées sur le continent. Outre le montage capitalistique qui relie Kartina à Tchernikevitch et à la Transnistrie, l'infrastructure cyber de cette IPTV comporte plusieurs éléments suggérant un service cherchant à ne pas attirer l'attention. Ainsi, l'un des domaines de Kartina, kartina-canada.com, renvoie dans son *whois* à un administrateur à contacter via l'adresse

1. Le lien entre Natsional'naïa Set' et Kartina est matérialisé par le fait qu'Andrei Reich, détenteur à 25 % de Natsional'naïa Set', est également dirigeant de Kartina Gmbh, entreprise enregistrée en Allemagne pour exploiter le service Kartina TV.
2. https://newtimes.ru/articles/detail/119403/

d.dietrich@tirastel.de. La personne qui s'est *a minima* occupée de mettre en place l'infrastructure de Kartina travaille donc pour une entreprise allemande nommée Tirastel. Or Tirastel opère comme la filiale allemande d'InterDnestrKom, l'opérateur national transnistrien, sans que ce lien soit jamais mentionné explicitement. La fiche d'IDK sur PeeringDB, une base de données utilisée par les administrateurs système du monde entier pour trouver des pairs de connexion, mentionne l'adresse peering@tirastel.de comme sa principale adresse de contact. Que ces informations techniques, saisies par des informaticiens et des administrateurs système, soient les seules dont on dispose pour établir un lien direct entre Tirastel et IDK indique une volonté de dissimulation : une activité conduite ouvertement aurait laissé des traces bien plus abondantes.

Ce montage forme un réseau complexe d'entreprises et d'infrastructures qui, sous couvert de fournir aux populations russophones d'Europe occidentale un accès aux chaînes russes, se livre à des opérations d'ingérence et d'influence notamment dans le cadre d'élections. À cet égard, Tchernikevitch fait ici figure d'entrepreneur d'influence, car c'est lui qui permet l'existence de ce système technico-économique dans lequel un oligarque de premier plan est impliqué, et qui a joué un rôle actif dans l'annexion illégale de la Crimée. Kartina est un vecteur de déstabilisation pensé pour passer « sous les radars », c'est-à-dire hors des réseaux sociaux et des plateformes généralement surveillées par la communauté LMI européenne. Pour autant, avec plusieurs millions de russophones installés en Europe occidentale, Kartina a accès à une audience potentielle considérable. En France, cela concerne d'abord certaines communes et départements où les communautés russophones constituent d'importantes minorités (Alpes-Maritimes, banlieue parisienne, Pyrénées-Atlantiques notamment).

Conclusion

Cette étude sur les ingérences russes en Moldavie repose sur une approche mixte combinant investigations numériques et enquête ethnographique. L'enquête menée en Gagaouzie, les entretiens avec les populations locales et les investigations OSINT se sont révélés particulièrement fructueux pour dresser une cartographie à la fois physique, narrative et cybernétique des vulnérabilités d'un territoire clé pour la sécurité du continent européen et de la France. Elle a également montré que l'étude des récits et de leur réception est indissociable des conditions géographiques dans lesquelles vivent les populations qui en sont la cible. On entend ici par géographique aussi bien les conditions socio-économiques de ces populations que l'aménagement du territoire sur lequel elles résident, en passant par l'organisation des réseaux numériques qui permettent aux récits de circuler. Ces différentes dimensions spatiales constituent autant de théâtres sur lesquels les vulnérabilités seront exploitées par l'adversaire et produiront des effets combinés.

Dans le cas de la Gagaouzie, le sentiment de marginalisation socio-spatiale constitue un moteur essentiel de l'adhésion aux récits russes. Cet attachement ne tient toutefois que dans la mesure où ces récits parviennent encore clandestinement aux Gagaouzes malgré les blocages des médias russes. Aussi marginalisation et clandestinisation sont-elles intrinsèquement liées et combinées pour produire des effets de déstabilisation non seulement en Moldavie, mais aussi dans le reste de l'Union européenne. À cet égard, l'observation des techniques, tactiques et procédures informationnelles déployées par les acteurs russes dans la perspective d'échéances électorales européennes à venir, notamment en France en 2027, ne suffira pas à pleinement cerner et combattre ce phénomène. Ce dernier se nourrit en effet de la frustration d'une partie des populations ciblées, qui se considèrent en position périphérique et sont enclines à consommer des contenus qui entretiennent ces représentations et à y adhérer. Ces vulnérabilités socio-économiques endogènes – inégalités sociales,

défiance vis-à-vis des institutions, tensions intercommunautaires, etc. – forment et continueront de former un terreau fertile pour les acteurs des ingérences russes tant qu'elles ne seront pas résorbées. Au-delà des politiques publiques de contre-influence indispensables adoptées en Europe ces dernières années, notamment par la Moldavie et la France, la réponse aux ingérences étrangères hostiles doit donc dépasser leur cadrage strictement sécuritaire. Elle doit être envisagée dans une perspective plus englobante de réduction de ces vulnérabilités et innerver d'autres politiques publiques essentielles dans des domaines aussi divers que l'éducation nationale, la culture, la santé ou la justice.

Étude n°140

Kevin Limonier et Maxime Audinet

Au dernier kilomètre des ingérences russes

Une enquête ethnographique et numérique dans le sud de la Moldavie

Comment les récits stratégiques russes et pro-russes circulent-ils dans un espace informationnel qui leur est officiellement fermé ? Et pourquoi certains publics y adhèrent-ils ?
À partir d'une enquête menée en Moldavie à l'été 2025, notamment dans la région autonome méridionale de Gagaouzie, cette étude explore les mutations des ingérences russes et les conditions de leur réception. En croisant enquête ethnographique et investigation numérique, elle suit les récits jusqu'à leurs publics cibles et met en évidence les infrastructures qui permettent leur circulation clandestine.
La Moldavie apparaît comme un laboratoire des stratégies d'influence russes. Blanchiment de contenus médiatiques, corruption de potentiels électeurs, équipements clandestins liés à des réseaux cybercriminels donnant accès aux chaînes russes témoignent d'un entrepreneuriat d'influence diversifié destiné à favoriser les intérêts de la Russie et enrayer l'ancrage européen de cette ancienne république soviétique.
L'étude montre que la circulation des récits ne suffit pas à expliquer leur réception. En Gagaouzie, leur succès s'enracine aussi dans un sentiment réel ou fantasmé de marginalisation politique, sociale, ethnoculturelle et territoriale. *In fine*, ce travail invite à dépasser une approche exclusivement sécuritaire dans la réponse apportée aux ingérences étrangères.

IRSEM I École militaire
1, place Joffre, case 38
75700 Paris SP 07
irsem.fr

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE DE L'ÉCOLE MILITAIRE
irsem

MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS
Liberté
Égalité
Fraternité